



Fédération
Entraide
Protestante

186

09.2026

Proteste

Revue trimestrielle d'information et de réflexion de la Fédération de l'Entraide Protestante



Dossier
**LES VISAGES
DE LA PRÉCARITÉ**

p. 9

MAF

La route à travers le désert

p. 5

LA GRAINE DE SEL

Amos, le prophète de la justice

p. 8

EXILÉES ET ENGAGÉES

Un accueil sécurisé pour des femmes contraintes à l'exil

p. 24

LE PORTRAIT

Denise Brigou,
une vie consacrée aux plus démunis

p. 28

Sommaire

Édito	2
C'est vite dit Des Bureaux du cœur Une Barbie autiste	3
Ici et ailleurs Une écologie résolument inclusive <i>Alexis Guerit</i>	4
MAF : La route à travers le désert <i>Esmara</i>	5
Les échos du terrain Le Toutéla, un tiers-lieu très solidaire <i>Brigitte Martin</i>	6
Se raconter, se révéler <i>Adeline Brossard</i>	7
La graine de sel Amos, le prophète de la justice <i>Brice Deymié</i>	8
DOSSIER : Les visages de la précarité Introduction <i>Fritz Lienhard</i>	9
Un peu de vocabulaire	11
La précarité depuis le XIX ^e siècle : étiolement et réapparition <i>Axelle Brodriez-Dolino</i>	12
Des ponts entre les communautés <i>Olivier De Schutter</i>	13
La précarité est aujourd'hui presque partout <i>Nicolas Roux</i>	14
Pauvres un jour, pauvres toujours ? <i>Claire Auzuret</i>	15
Ce qu'ils en disent <i>Paroles de personnes concernées...</i>	16
Espérer au cœur de la précarité <i>Xavier Bösiger</i>	17
La parole est aux exclus <i>Élisa Dumont et Arnaud Merle d'Aubigné</i>	18
3 questions à Nicolas Duvoux <i>Brigitte Martin</i>	19
Travailleurs et pauvres <i>Anne Brunner et Louis Maurin</i>	20
Handicapés et précaires <i>Ghislaine Mettetal-Wanwanscappel</i>	21
Psy de rue, pour restaurer la confiance <i>Léa Guérot</i>	22
Plurielles solidarités, contre la précarité menstruelle <i>Magali Braconnot</i>	23
La vie de la Fédé Exilées et engagées <i>Claire Toutlemonde</i>	24
Prix Charles Gide 2026 : quinze initiatives réinventent la solidarité <i>Anne-Lise Fontan</i>	25
Leur parole nous éclaire Le savoir expérientiel est une richesse <i>Dodio Métro</i>	26
La page culture	27
Le portrait Denise Brigou <i>Brigitte Martin</i>	28



Édito

Qu'elle soit un sentiment ou une réalité objective, la précarité fait partie de la vie. De la naissance à la mort, en passant par la maladie, le handicap ou le grand âge, notre existence est marquée par une vulnérabilité qui nous rappelle que rien n'est jamais définitivement acquis.

Nous sommes soumis aux caprices de la nature, et une crise économique, un conflit, une pandémie peuvent bouleverser nos vies en quelques instants. Nous avons appris à composer avec cette précarité, cherchant sans cesse à nous en affranchir. Elle est inscrite au cœur même de notre humanité et il n'est sans doute pas anodin que les mots « précarité » et « prière » partagent une même origine latine : ils disent notre dépendance les uns à l'égard des autres et notre responsabilité commune.

Si la précarité est universelle, la pauvreté, elle, est une réalité qui frappe de manière profondément inégale et injuste. Nous ne pouvons le tolérer. Ce n'est pas parce que la précarité fait partie de la vie que nous devons nous résigner et nous accommoder de ce qui porte atteinte à la dignité humaine. Au contraire, nous devons agir, en raison de notre commune humanité, contre les causes de l'exclusion plutôt que contre celles et ceux qui en sont les victimes.

Au fil des pages de ce numéro, *Proteste* donne à voir les multiples visages des plus précaires et de ceux qui transforment la fragilité en solidarité et l'indifférence en engagement. Chaque jour, les associations et fondations de la Fédération de l'Entraide Protestante démontrent que des réponses existent. Puisse cette lecture nourrir notre espérance et renforcer notre détermination à bâtir une société plus juste et plus fraternelle.

Pierre-Olivier Dolino,
délégué général de la
Fédération de l'Entraide
Protestante

Revue trimestrielle d'information et de réflexion de la Fédération de l'Entraide Protestante

www.fep.asso.fr - 47, rue de Clichy 75009 Paris.
Tél. 01 48 74 50 11 - Fax 01 48 74 04 52.
ISSN : 1637-5971.

Directrice de la publication : Isabelle Richard.
Directeur de la rédaction : Pierre-Olivier Dolino.
Rédactrice en chef : Brigitte Martin.

Membres du comité de rédaction :
Micheline Bochet-Le Milon, Marc de Bonnechese,
Florence Daussant-Perrard, Nadine Davous, Brice
Deymié, Nathalie Leenhardt, Marc de Maistre,
Denis Malherbe, Didier Sicard, Elisabeth Walbaum,
Raphaël Warnery.

Relecture : Florence Collin.
Crédits photo : Géraldine Aresteanu, Becki Dillingham
MAF au Tchad, Istock, Studio Cabrelli, Éliane Wild.
Les dessins illustrant ce numéro sont signés Pierre
Hedrich, www.videotremplin.fr
Couverture : Véronique Legros-Sosa, *La Rue*
Maquette : Celka.
Imprimeur : Marnat. Prix au numéro : 9,50 €.

Je soutiens
financièrement la
FEP



Je m'abonne à
Proteste
10 € par an



Des bureaux du cœur

En 2017, Pierre-Yves Loaëc, dirigeant de l'agence de communication Nobilito, s'émeut de voir une femme dormir sur la bouche d'aération du parking de son bureau nantais en plein hiver. Deux ans plus tard, après avoir sollicité une dizaine de dirigeants du CJD¹ et autant d'associations impliquées dans l'accueil de personnes en précarité, il fonde les Bureaux du cœur². Le dispositif, innovant et éminemment solidaire, propose un accueil individuel d'urgence à des personnes en cours de réinsertion, la nuit et le week-end, dans des locaux d'entreprises.

En novembre 2019, les bureaux d'ACM Ingénierie accueillent une travailleuse en situation de précarité qui dort dans sa voiture. Cette première expérience est concluante : la jeune femme reprend pied, trouve un logement et quitte les lieux un mois plus tard. Suivront Buba, réfugié gambien hébergé chez Nobilito pendant sept mois, puis Fortune, Éric et de nombreux autres...

Plus de 350 000 personnes sont sans domicile en France alors que les bureaux d'entreprises ne sont occupés que 30 % du temps. Les Bureaux du cœur proposent une solution audacieuse au problème du mal-logement, en offrant un répit temporaire aux

personnes en situation de précarité. Travailleurs précaires, étudiants, femmes victimes de violences, personnes proches de l'insertion... ils ont été 500 l'an dernier à bénéficier du dispositif dans 41 villes de France et d'Europe, accueillis par 315 organisations hôtes et 360 organismes sociaux partenaires, les seconds accompagnant les premières et intervenant en cas de difficultés.

Les personnes invitées s'engagent à accepter un suivi social, à respecter les horaires, à ne pas s'alcooliser ni introduire amis ou animaux dans les locaux. Souvent, des liens se tissent, des réseaux s'activent, et la coopération accélère l'insertion.

Pour devenir organisation hôte, c'est ici :



¹ Centre des jeunes dirigeants.

² <https://www.bureauxducœur.org/>

Une Barbie autiste

Mattel révisé, depuis quelques années déjà, ses standards de beauté et les mensurations improbables¹ de ses Barbie. La société américaine, fondée en 1945, joue désormais la carte de l'inclusion. À travers sa collection *Fashionistas*, lancée en 2009, elle propose aux enfants (et à leurs parents) des modèles à la diversité louable de morphologies et couleurs de peau mais aussi, depuis 2019, de handicaps.

Après les Barbie en fauteuil roulant, amputées, déficientes visuelles, malentendantes, chauves, atteintes de vitiligo, diabétiques... Mattel a commercialisé en 2023 la première poupée Barbie atteinte de trisomie 21, conçue en partenariat avec la National Down Syndrome Society² et bien accueillie par les personnes concernées et leur entourage. Le fabricant de jouets fait un pas supplémentaire en matière d'inclusion en proposant cette année une Barbie autiste au regard « de côté », affublée

d'un casque antibruit, d'un *hand spinner*³ et d'une tablette affichant des pictogrammes.

Même si la firme a travaillé en partenariat avec une association américaine dirigée par et pour des personnes autistes et promet d'offrir un millier de ses poupées à des services de pédiatrie, elle ne fait pas l'unanimité. En s'attaquant au handicap invisible, Mattel divise. Dans les médias et sur les réseaux, on s'écharpe. Quentin Heurtevent, psychologue du foyer Magdala de la Fondation John Bost, considère la dynamique inclusive de Mattel intéressante mais rappelle que l'autisme est extrêmement hétérogène et qu'il faut se garder des stéréotypes : « *Aucune poupée ne peut représenter l'autisme dans son ensemble. Les traits retenus par Mattel correspondent à certaines personnes autistes mais pas à d'autres. Il faut éviter que les enfants ou les adultes en concluent que tous les autistes se ressemblent ou présentent les mêmes particularités.* »

¹ Les conclusions de Top santé sont sans appel : si Barbie était de chair et d'os, elle serait alitée et en piteuse santé. Son cou, beaucoup trop long et fin, ne pourrait pas soutenir sa tête, ses pieds ne lui permettraient pas de tenir debout, son tour de taille ne suffirait pas à loger tous ses organes...

² La National Down Syndrome Society (NDSS) est une organisation américaine qui offre un soutien aux personnes atteintes du syndrome de Down (autre nom de la trisomie 21) et à tous ceux qui les côtoient.

³ Petite toupie de main qui offre une stimulation sensorielle apaisante et contribue à réduire le stress.

Une écologie résolument inclusive

Pour Alexis Guerit, secrétaire général de l'association Église verte, il est important de rappeler que les plus pauvres sont les moins responsables du dérèglement climatique. Les solutions écologiques doivent être accessibles à tous.

Sommes-nous tous responsables du dérèglement climatique ?

Oui, mais à des degrés divers. Les plus précaires sont les moins responsables alors qu'ils sont les premiers concernés. Les déplacements et la gestion des patrimoines sont le fait de personnes qui ont des loisirs, voyagent, possèdent un portefeuille d'actions gardées, etc. Donc, dire que le problème du réchauffement climatique incombe aux plus démunis, c'est faux et dangereux. Rouler en voiture électrique mais avoir des actions d'un grand groupe pétrolier, c'est moins bien pour la planète que vivre dans une passoire thermique et conduire une petite citadine à essence. Les gens se donnent bonne conscience en réduisant leur consommation de viande mais prennent l'avion pour partir en vacances, ont la clim dans leur logement, des placements financiers peu regardants, des résidences secondaires, et font chaque année des milliers de kilomètres en voiture.

Les questions sociales et environnementales sont donc liées ?

Oui, et le risque est celui d'une écologie qui se détourne des catégories populaires. Nous devons refuser toute condescendance. Prenons l'exemple du Nutella, certes bourré d'huile de palme aux conséquences environnementales et sociales dramatiques : pour certaines personnes, acheter de temps en temps un pot de Nutella, c'est offrir un petit truc en plus pour le goûter des gamins, l'équivalent d'un restaurant pour d'autres, plus

fortunés. C'est la même chose pour les habits de seconde main : quand les plus riches se targuent de faire un geste pour la planète, les plus précaires se font un petit plaisir en achetant du neuf. Les représentations du monde sont différentes.

N'a-t-on pas beaucoup à apprendre des plus précaires ?

On a beaucoup à cultiver en commun. Il existe une tradition populaire d'auto-réparation pour faire durer plus longtemps les voitures, les appareils électroménagers, le mobilier, les vêtements. On a perdu des savoir-faire quand, dans un certain milieu populaire, ils perdurent. Nous devrions nous réapproprier des choses que la société ne valorise plus. Nombreuses sont nos communautés engagées dans Église verte qui proposent aujourd'hui des espaces où l'on apprend à vivre autrement, plus simplement.

Les préconisations ne sont-elles pas parfois irréalistes ?

Pour certains, la question est de savoir si, dans une semaine, ils pourront donner à manger aux enfants ou si, dans trois mois, ils seront expulsés de leur logement. Alors oui, il faut changer d'échelle et sortir d'une écologie technique, avec des grands chiffres, pour rejoindre les personnes dans leur quotidien. De plus en plus de communautés, localement, permettent cette transition respectueuse. Elles tissent des liens, favorisent les activités plus proches de chez soi, proposent du troc, engagent des changements structurels de fond, impliquent les collectivités, pensent et anticipent l'avenir.

Les retombées sociales des mesures de transition sont-elles suffisamment anticipées ?

Pas toujours. C'est le cas des zones à faible émission. L'idée de limiter l'émission de particules fines pour mieux respirer est plutôt intéressante sur le papier. Mais on dit aux populations précaires qu'elles n'ont plus le droit de rouler avec leur voiture en ville et qu'elles doivent souscrire un crédit pour acheter une voiture électrique, sans leur proposer un accompagnement social. On pourrait aussi mentionner la diminution de viande dans les cantines qui n'a pas été expliquée et n'est pas forcément comprise.

Propos recueillis par **Brigitte Martin**



◀ Prendre l'avion, installer des climatisations, faire des milliers de kilomètres en voiture par an... n'est pas bon pour la planète.

MAF : La route à travers le désert

Fondée il y a quatre-vingts ans, la MAF (Mission Aviation Fellowship¹) est une organisation humanitaire internationale, animée par des valeurs chrétiennes, qui met l'aviation au service des populations les plus isolées.

Présente dans vingt-quatre pays, la MAF opère au Tchad depuis soixante ans. C'est dans ce pays enclavé qu'Esmara, vingt-sept ans, originaire d'un village de Zélande², a pris la direction du programme MAF tchadien en mars 2025.

Les réalités du terrain

Après une année de préparation, comprenant l'apprentissage du français, une école biblique et la mise en place d'un réseau de soutien, j'avais hâte de commencer. Mais rien ne remplace la réalité du terrain. Comme je suis arrivée pendant la saison sèche, avec des températures dépassant trente-cinq degrés, l'eau est devenue une véritable bénédiction ! Des versets comme : « *Je changerai le désert en étang et la terre aride en cours d'eau*³ », prennent ici un tout nouveau sens pour moi.

Le quotidien à N'Djamena est très différent de celui des Pays-Bas. Chaque jour, les femmes balayent la poussière des routes. Même dans ma maison, elle s'accumule rapidement. J'entends les appels à la prière des mosquées. La majorité des Tchadiens sont musulmans, ce qui me rappelle pourquoi je suis aussi ici : tant de personnes n'ont encore jamais entendu la Bonne Nouvelle.

Relier des personnes à l'espoir

Le Tchad est l'un des pays les plus vastes et les plus enclavés d'Afrique. Dans certaines régions, rejoindre une communauté isolée peut demander plusieurs jours sur des pistes de sable ou de roche, quand elles ne sont pas rendues impraticables par la saison des pluies. À l'est, des dizaines de milliers de réfugiés soudanais dépendent d'une aide humanitaire difficile à acheminer.

Nos avions transportent des équipes médicales, du matériel essentiel, et permettent des évacuations d'urgence lorsque chaque heure compte. Nous ne relierions pas seulement des lieux : nous relierions des personnes à l'aide, aux soins et à l'espoir.

Rejoindre l'aventure

Pour poursuivre sa mission au Tchad, la MAF recherche des équipiers. J'aime apprendre de nouvelles choses et il y en a eu beaucoup durant



Les avions humanitaires de la MAF desservent plus de mille destinations et transportent 135 000 passagers par an.

cette première année ! J'ai grandi dans un village de Zélande et étudié la coopération internationale au développement. La MAF représente pour moi la combinaison parfaite entre développement et mission.

Nous manquons de pilotes d'avion, d'ingénieurs et d'un responsable des opérations. Je prie pour que Dieu mette dans le cœur des gens le désir de venir servir ici, car les opportunités sont immenses et les besoins le sont tout autant.

Esmara, directrice de la base MAF Tchad

Les pilotes de la mission humanitaire internationale survolent les jungles, les montagnes, les marais et les déserts pour apporter à des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants des soins médicaux, des secours d'urgence, de l'aide alimentaire, des moyens de développement et l'espérance chrétienne.

La série documentaire *The Bush Pilots* suit les pilotes de brousse de la MAF au cœur de leurs missions. C'est passionnant et c'est ici :



“ Je ferai sourdre des rivières sur les sommets arides et jaillir des fontaines au milieu des vallées, je transformerai le désert en étang rempli d'eau et le pays aride en sources jaillissantes. ”

Ésaïe 41.18

¹ www.maf-france.org

² La Zélande est une province maritime du sud-ouest des Pays-Bas.

³ Ésaïe 41.18.

Les échos du terrain

Le Toutéla, un tiers-lieu très solidaire

Le Toutéla, projet lauréat en 2022 du budget participatif de la Ville de Paris, est un tiers-lieu solidaire situé dans la résidence Albin-Peyron, siège social parisien de l'Armée du Salut. Emplois pérennes, cantine solidaire, ateliers, rencontres, maison France Services... tout est là.

Un vaste espace lumineux, de jolis murs bleus, des fanions multicolores au plafond, un mobilier en bois clair, une fresque de cent seize portraits d'habitants du xx^e... on se sent bien au Toutéla. Derrière le zinc, Karima prépare cinq cafés, « *les verres ne sont pas tous pareils mais c'est pas grave* ». Assise à l'une des grandes tables à manger, Dayuma Dubois, coordinatrice d'activités, m'accueille avec le sourire.

Un lieu ouvert sur le quartier

Le lieu est géré par la Compagnie du 20^e, une jeune entreprise à but d'emploi (EBE) créée dans le cadre de l'expérimentation Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD). « *L'objectif du dispositif TZCLD est d'accompagner des publics éloignés de l'emploi dans leur quartier, soit vers un emploi classique, soit vers des entreprises à but d'emploi* », explique Dayuma Dubois. Pour intégrer l'entreprise, il faut être domicilié dans le quartier et être en situation de privation d'emploi depuis plus d'un an (on ne parle pas de chômage, ici). « *Personne n'est inadapté à l'emploi, c'est l'emploi qui est inadapté aux personnes* », affirme la jeune coordinatrice.

Le Toutéla est un des premiers projets de la Compagnie du 20^e, porté par la Fondation de l'Armée du Salut. Les vastes espaces du rez-de-chaussée (600 m²) étaient sous-utilisés ; tout a été repensé pour que l'endroit, qui accueille plus de trois cents résidents, soit ouvert sur l'extérieur, à la demande des travailleurs sociaux, de la Fondation, des résidents eux-mêmes et des habitants du quartier.

Des rendez-vous solidaires et culturels

Côté cantine solidaire, sept salariés se relaient en cuisine pour proposer une alimentation saine et gourmande, respectueuse des enjeux environnementaux, plat-dessert avec boissons maison (je recommande le jus de gingembre) et pâtisseries-café bio. Pour les travailleurs ou les habitants du quartier, le tarif est à 10 €, pour les résidents il est à 4 € ; cinq repas sont offerts chaque jour. L'après-midi, les personnes hébergées, les travailleurs et habitants du quartier investissent les lieux. Forcément, la mixité opère, « *des personnes se mettent à la même table ; des collègues, des résidents et des gens du quartier sont devenus très proches* ».

“ *Le tiers-lieu a sa maison France Services.* ”

Un espace numérique, la Toile, équipé d'ordinateurs, accueille des ateliers informatiques, et deux salles polyvalentes, la Capsule et le Vaisseau, utilisées pour les réunions de la Fondation et des équipes de la résidence peuvent être privatisées « *pour équilibrer le modèle économique* », précise Dayuma Dubois. Depuis quelques mois, le tiers-lieu a sa maison France Services avec trois conseillers (du quartier), accessibles vingt-quatre heures par semaine : « *L'idée est d'accompagner tous les publics dans leurs démarches administratives.* »

Le Toutéla propose aussi des ateliers gratuits et ouverts à tous, crochet, couture, jardinage et bientôt repair café, des temps de convivialité autour des enjeux écologiques, et des goûters solidaires, fêtes, concerts, expositions, projections... « *On a fait récemment un couscous gratuit qui a attiré de nombreuses personnes et créé du lien, on a vu des résidents danser avec des élus, des travailleurs, des gens du quartier... Il y a une vraie demande de solidarité. Le pari était audacieux de faire partager cet espace à des personnes aux profils si différents, mais on l'a gagné !* », confie Dayuma Dubois.

Brigitte Martin

◀ Au Toutéla, la mixité opère entre résidents et gens du quartier.



Se raconter, se révéler

Familles en Action aide des femmes issues de l'immigration d'un quartier difficile de Marseille à découvrir leur potentiel. Le projet « Se raconter, se révéler », récompensé par le prix Charles Gide¹, mise sur l'éloquence et le théâtre pour renforcer leur confiance et leur pouvoir d'agir. Adeline Brossard est éducatrice spécialisée, responsable du secteur Vie de quartier dans l'association.

Pouvez-vous nous présenter Famille en action ?

L'association propose des animations dans la rue depuis 2014. Aujourd'hui, elle emploie neuf équivalents temps plein et a trois locaux dans un des quartiers les plus pauvres d'Europe. Familles en action propose des ateliers sociaux linguistiques, des animations de proximité, un accueil parents/familles, des secteurs enfance, ados, et lutte contre le décrochage scolaire à destination de collégiens en difficulté d'apprentissage ou en situation d'exclusion. Avec Thaïs, qui a été recrutée à la suite de son service civique, nous allons dans le quartier une fois par jour pour proposer des animations aux enfants, des rencontres-café avec les parents, des événements. Nous avons récemment créé un comité d'habitantes, d'où est né le projet.

Parlez-nous de ce projet.

Le but de l'association n'est pas d'assister les gens, de faire à leur place, mais de les rendre actifs pour qu'ils fassent eux-mêmes. Nous sommes les seuls dans ce quartier à créer du lien. Le nouveau comité rassemble douze femmes ; elles ont une quarantaine d'années, des enfants, parfois un travail, certaines sont mariées, d'autres vivent seules, la plupart sont migrantes ou issues de l'immigration. Depuis que nous les rencontrons, elles ont identifié trois besoins primordiaux : la sécurité, la scolarité (les parents n'ont pas la possibilité ou le temps d'accompagner leurs enfants dans les apprentissages) et les activités sportives dédiées aux femmes. Et elles commencent à sortir de chez elles et s'impliquer.

Dans quels domaines ?

Des femmes ont monté un projet « crochet ». Une autre, qui affirmait qu'elle était trop timide, a récolté deux mille euros pour un projet citoyen et a pris la parole devant un jury pour le défendre. Ces femmes ont de nombreuses compétences, de



L'association Familles en action, lauréate du prix Charles Gide, a choisi le théâtre pour redonner confiance aux habitantes du III^e arrondissement de Marseille.

forts potentiels. Mais elles ne le savent pas et n'ont aucune confiance en elles.

Comment leur redonner confiance ?

L'idée de passer par le théâtre a émergé lors d'un repas partagé. On a réfléchi et rencontré des professionnels pour étayer ce projet : la compagnie Duanama, dont la devise est que le théâtre peut améliorer le rapport à soi-même et aux autres, et Eloquentia qui s'applique à démocratiser l'apprentissage des fondamentaux de la prise de parole. Pendant un an, les dames auront des cours une fois par semaine ; elles monteront une pièce de théâtre et raconteront leur histoire. L'objectif est qu'elles prennent confiance en elles et soient valorisées. On aimerait aussi les ouvrir à la culture et les emmener à Avignon.

En quoi le prix que vous avez reçu va-t-il vous aider ?

Il nous permettra de payer les deux intervenants. Et, idéalement, d'organiser un petit séjour en fin d'année. Ces femmes ont vraiment besoin de sortir de chez elles. Nous allons planter une graine, elles vont apprendre plein de choses et après, d'autres projets vont sortir de terre que personne n'a encore imaginés.

Propos recueillis par **Brigitte Martin**

¹ Pour sa cinquième édition, le Prix Charles Gide a attribué 100 000 euros à quinze projets associatifs remarquables, voir l'article page 25.

Amos : le prophète de la justice

Il est, dans la galerie des personnages de l'Ancien Testament, un homme d'une stature et d'une vocation particulières. Il porte le nom d'Amos.

Amos force notre attention et nous oblige presque à écouter son message peu commun, parfois à couper le souffle. Le livre d'Amos compte seulement neuf chapitres et il n'est fait mention nulle part ailleurs dans la Bible de ce personnage.

Prospérité et pauvreté se côtoient en Israël

Amos vit au VIII^e siècle av. J.-C. dans le royaume de Juda. Il n'est ni prêtre ni prophète ; il se présente comme berger et cultivateur de sycomores : « *Je n'étais pas prophète, je n'étais pas fils de prophète, j'étais bouvier, je traitais les sycomores ; mais le Seigneur m'a pris de derrière le bétail et m'a dit : Va ! prophétise à Israël mon peuple¹.* » Sa vocation se rapproche de celle de Moïse qui, comme lui, menait paître ses troupeaux. Son nom signifie « porteur de fardeau », il est originaire d'une obscure bourgade appelée Tékoa située à neuf kilomètres au sud-est de Bethléem.

L'époque où prêche Amos est une période de grande prospérité économique pour le royaume d'Israël. Cependant, comme souvent, à côté des riches et des privilégiés, toute une frange de la population est pauvre, exploitée et même opprimée par la classe dirigeante. « [...] *ils ont vendu le juste pour de l'argent et le pauvre pour une paire de sandales ; [...] ils sont avides de voir la poussière du sol sur la tête des indigents et ils détournent les ressources des*

humbles² ». Pourtant Amos constate que la population, dans son ensemble, est très pieuse, avec ses sacrifices, ses chants ou ses pèlerinages.

Un Dieu de justice

Les paroles que prononce le prophète résonnent dans toute la Bible contre ce dévoiement du religieux. Par la bouche d'Amos, Dieu exprime son dégoût pour toutes ces pratiques odieuses et hypocrites et cette ritualisation qui n'a pas de sens car elle oublie le principal : la justice. « *Je déteste, je méprise vos pèlerinages, je ne puis sentir vos rassemblements, quand vous faites monter vers moi des holocaustes ; et dans vos offrandes, rien qui me plaise ; votre sacrifice de bêtes grasses, j'en détourne les yeux ; éloigne de moi le brouhaha de tes cantiques³.* » Dieu demande que « *le droit jaillisse comme les eaux et la justice comme un torrent intarissable⁴* ».

Amos est très courageux car il ne s'adresse pas, comme le font souvent les prophètes, aux païens et incroyants mais au peuple de Dieu, à ses responsables religieux et ses élites politiques qui pensent honorer Dieu tout en laissant prospérer l'injustice. Il critique le fondement même de la société israélienne. Rien ne l'arrête et, comme une menace, il brandit cet avertissement : « *Prépare-toi à rencontrer ton Dieu, Israël⁵.* » Ceux qui espéraient s'approcher de Dieu par leurs innombrables rites et pèlerinages vont être déçus car Dieu ne se trouve pas dans les lieux traditionnels : « *Cherchez-moi et vous vivrez. Mais ne cherchez pas à Bethel, au Guilgal, n'entrez pas à Beer-Shev'a⁶.* » Pour Amos, le religieux n'a de sens que « *s'il cherche le bien⁷* ». La relation à Dieu se mesure à la manière dont on traite les autres.

Amos opère un renversement de perspective valable pour tous les temps. La question décisive n'est pas « Suis-je un bon pratiquant ? » mais « Ma vie rend-elle la justice que Dieu désire ? » C'est sans doute l'une des intuitions les plus fortes de toute la tradition prophétique.

Brice Deymié, pasteur de l'Église protestante française du Liban

◀ Amazias, prêtre idolâtre de Béthel, interdit à Amos de prophétiser contre Israël. Gravure, 1880.

¹ Amos 7.14-15.

² Amos 2.6-7.

³ Amos 5.21-23.

⁴ Amos 5.24.

⁵ Amos 4.12.

⁶ Lieux de culte, Amos 6.5.

⁷ Amos 5.14.

Dossier

LES VISAGES DE LA PRÉCARITÉ



Parler de la précarité

Parler de la précarité est difficile. Difficile pour ceux qui ne sont pas directement concernés par la précarité sociale (c'est mon cas), mais aussi pour les personnes en situation précaire. Pourtant, il est essentiel de chercher ensemble un langage à son sujet pour pouvoir vivre avec elle, d'une manière ou d'une autre.

La précarité est une dimension particulière de la pauvreté. Elle parle d'une situation, à l'extrême celle de la survie, qui est difficile à assumer dans une durée. La précarité, c'est une vie hors de contrôle et dans laquelle les moyens de subsistance sont acquis au jour le jour. « Précarité » vient du latin *precare*, qui signifie « prier ». Une vie précaire fait l'objet d'une prière permanente, faute d'une autre possibilité de s'assurer les moyens de vivre. La précarité, c'est en particulier l'impossibilité de s'inscrire dans une

vie considérée comme normale. Si le lendemain n'est pas assuré, à cause d'un travail précaire par exemple, comment se loger ? Comment se marier et avoir des enfants ? À cet égard, la précarité relève d'une absence de ressources, d'un manque d'avoir, de pouvoir et de savoir. Dans les sociétés humaines, elle est doublement liée à l'exclusion : ce sont les échanges avec autrui qui permettent de vivre, d'un point de vue matériel aussi bien que proprement humain ; le manque de ressources conduit à l'exclusion du tissu social.

La précarité, une condition de l'humanité

Cette précarité comme condition sociale particulière doit cependant être considérée dans un contexte plus vaste. Une forme de précarité fait partie de l'humanité commune. Cela vaut pour le genre humain, puisque d'un point de vue biologique,

l'être humain est tellement fragile qu'il s'apparente à une aberration. Il a peu de moyens de se défendre et donc de subsister. Cela vaut pour l'individu, car il n'y a pas d'animal qui soit aussi démuni à la naissance et aussi longtemps dépendant de ses parents que l'enfant humain. Ces propos généraux ont des conséquences pour l'identité des humains. Celui qui n'est pas dans une situation de précarité, d'un point de vue social, peut être conscient de la fragilité de sa propre condition. Je sais que, dans une autre situation, avec une autre origine et un autre itinéraire, je serais probablement concerné par la précarité sociale. Je le sais parce que j'ai été vulnérable, comme enfant, et que je le serai à nouveau, comme personne âgée, et que la précarité me rattrapera définitivement lors de ma mort.

Un enjeu éthique et spirituel

Plusieurs manières de réagir face à cette précarité commune se présentent cependant, et c'est pourquoi elle constitue un enjeu éthique et spirituel. Différentes formes de refus de ma propre précarité se côtoient. Je peux essayer de me constituer des réserves pour « *ajouter une coudée à la durée de ma vie*¹ ». Mais je peux aussi acquérir des richesses pour me distinguer d'autrui et donc pour échapper à la condition commune. Ce refus de ma précarité a pour conséquence d'accroître la précarité d'autrui. J'accapare des biens aux dépens de mon prochain et je le regarde dans sa différence avec moi, de manière à le stigmatiser et à ne plus sentir que nous partageons fondamentalement une même condition. Dès lors, autrui n'est plus le miroir de mes propres faiblesses. Les biens matériels servent de marque de distinction.

Le message biblique va dans une autre direction. Dans ses prescriptions sociales, le Deutéronome argumente le plus souvent en renvoyant au statut précaire du peuple d'Israël lui-même. Il est vrai que, d'un point de vue archéologique, la première mention d'Israël se trouve sur une stèle égyptienne annonçant qu'Israël n'a plus de semence. C'est un avis d'extermination. Le Deutéronome proclame : souviens-toi de ta propre condition d'immigré, en Égypte, souviens-toi de ta propre pauvreté, au désert. De cette mémoire découle une solidarité fondamentale avec la veuve, l'orphelin, l'immigré et le démuné, mais aussi la gratitude vis-à-vis du Dieu qui permet de sortir de la misère.

Dans les Évangiles, un geste inaugural et essentiel de Jésus consiste à résister à la tentation du diable au désert, qui l'invite à renoncer à la précarité de la condition humaine. Jésus vit la précarité jusqu'au bout, jusqu'à la croix, lieu de l'exclusion, de la souffrance, du désespoir et de la mort. S'inscrire dans la dynamique du Christ crucifié, dans l'horizon de la résurrection, signifie intégrer

les possibilités de l'exclusion, du désespoir et de la mort dans sa propre identité profonde, et donc apprendre à vivre avec sa propre précarité. C'est ce qui se produit symboliquement lors de mon baptême : l'intégration de la finitude dans mon identité, à l'opposé de toutes mes tentatives de la refouler.

Accepter ma précarité et exercer la solidarité

Une telle perspective n'invite pas à idéaliser la précarité, pas plus que la mort. Il faut distinguer la mort qu'il s'agit de combattre, et la mortalité, c'est-à-dire la possibilité de mourir, avec laquelle il s'agit de vivre. Il faut distinguer la précarité comme condition sociale, contre laquelle il faut lutter de toutes les manières possibles, et la précarité comme condition de l'humanité, qu'il s'agit d'accepter. Cette acceptation me conduit à la véritable solidarité avec autrui, et mon aide ne représente pas, dans ce cas, une manière de démontrer encore mon excellence, de haut en bas, mais d'assumer la condition humaine ensemble.

“ La précarité a tort d'être. ”

Cependant, intégrer la précarité dans ma propre identité suppose de pouvoir d'abord en parler. Souvent, cette parole au sujet du mal se présente sous la forme de la plainte. De cette plainte découlent les deux attitudes essentielles face à la précarité : le deuil et l'action. Le deuil, parce que je prends la mesure de mes limites et des limites de mes actions possibles. L'action, parce que la précarité est à combattre. Elle n'a pas de raison d'être. Elle a tort d'être. Mais il est important d'en prendre conscience : l'action pertinente repose sur le fondement du deuil.

À l'inverse : c'est seulement dans le cadre de la lutte contre la précarité, comme situation sociale, que je peux éprouver le sens profond de ma propre précarité. Dans la logique du Deutéronome : elle me conduit à la solidarité avec l'humanité, y compris dans ses aspects les plus rebutants, et à la gratitude vis-à-vis de Dieu. Car ce qui constitue ma vie dans sa signification profonde pourrait toujours ne pas être. Je découvre ainsi une dimension spirituelle non négligeable : c'est parce que la vie est précaire qu'elle est précieuse. Elle est un cadeau.

Fritz Lienhard, professeur de théologie pratique à la faculté de théologie de Heidelberg

¹ Matthieu 6.27 (la coudée est une ancienne mesure de longueur).

Un peu de vocabulaire...

Pauvreté/Exclusion : Le mot « pauvreté » vient du latin *paucus*, qui signifie « peu » : celui qui avait peu était celui qui avait peu de récoltes. René Lenoir, haut fonctionnaire, développe la notion d'exclusion sociale au milieu des années 1970. On observe qu'une frange de la population ne profite pas du progrès : on parle aussi de « marginaux ». Aujourd'hui, le mot « exclusion » est très largement employé, parfois comme synonyme de pauvreté pour ceux qui ne bénéficient pas de l'ensemble des bienfaits de la société de consommation.



Désaffiliation : Dans les années 1990, le sociologue Robert Castel développe le concept de « désaffiliation » pour montrer l'importance du processus de dégradation des liens sociaux, notamment à travers deux axes : l'intégration dans la sphère professionnelle et l'insertion par la socialité (les amis, la famille...). La désaffiliation comprend la pauvreté monétaire mais aussi la pauvreté des liens sociaux.



Disqualification sociale : Avec le concept de « disqualification sociale », le sociologue Serge Paugam montre comment les plus pauvres sont stigmatisés, désignés comme « assistés ».



Précarité : Le mot « précarité » a une double signification. Au sens strict, il décrit le statut au travail : le précaire est celui qui ne dispose que de contrats de travail à courte durée. Dans un sens plus large, il peut décrire tous ceux qui semblent vivre « au jour le jour », sans savoir de quoi sera fait demain, dans un univers de relations instables.

Vulnérabilité/fragilité : Les concepts de « vulnérabilité » ou de « fragilité » mettent l'accent sur l'instabilité des situations causées par un ensemble de critères (diplôme, statut d'emploi, revenus, santé, etc.). Ils révèlent des situations susceptibles de conduire à un basculement vers la pauvreté. Ce n'est plus la société qui met de côté une partie de la population, ce sont les individus qui sont fragiles, ne sont pas à même de se sortir de la pauvreté. Un glissement potentiellement dangereux.



Assistance : Son origine est religieuse : l'Église portait secours en particulier aux enfants. Il était par exemple difficilement concevable de laisser un bébé privé de ses parents sans assistance. Désormais, être « assisté » est devenu péjoratif. Les pauvres vivraient de l'« assistanat », situation durable de dépendance vis-à-vis de la collectivité, dont ils profiteraient des largesses. Le glissement opéré montre que les termes qui qualifient la pauvreté ne sont pas anodins.

Définitions proposées par
l'Observatoire des inégalités



La précarité depuis le XIX^e siècle : étiolement et réapparition

L'histoire montre que la condition populaire est globalement passée de la précarité à la sécurisation avant de reprendre, depuis les années 1970-1980, un chemin inverse.

Le terme de précarité peut avoir deux grandes significations : la zone comprise entre le seuil de pauvreté et le « revenu décent¹ », d'une part ; la fragilité, l'instabilité, le risque de basculement et le sentiment d'insécurité, d'autre part.

Des réponses à la vulnérabilité sociale et sanitaire

Au XIX^e siècle dominait l'incertitude des existences. À la campagne, toute mauvaise récolte hypothéquait les lendemains ; en ville, le travail était très faiblement rémunéré, jamais assuré, peu réglementé ; la protection sociale était inexistante ; l'insalubrité et les maladies étaient omniprésentes. La vie pouvait basculer à tout instant. D'où le développement de la « question sociale » du paupérisme, en quête de réponses atténuant cette immense précarité.

Ces réponses ont été, à partir de la fin du XIX^e siècle, de plusieurs ordres. Côté santé, l'hygiénisme, la médecine pasteurienne, puis, après la Seconde Guerre mondiale, les antibiotiques. Côté travail, les réglementations, le salariat, le CDI. Enfin, la protection sociale était peu à peu édifiée, dans son double volet assuranciel (retraites, assurances sociales et allocations familiales, Sécurité sociale, assurance-chômage...) et assistanciel (assistance aux indigents malades ; aux vieillards, infirmes et

Depuis les années 1980, la précarité ne cesse de croître.



incurables ; minimum vieillesse ; allocation adultes handicapés ; bureaux d'aide sociale...). Autant de filets qui ont sécurisé les existences.

Le retour d'une précarité multiforme

À partir des années 1980 cependant, la précarité a recommencé à croître. En réponse à la crise économique et au chômage de masse, les pouvoirs publics ont encouragé les contrats précaires, pour flexibiliser les entreprises et la main-d'œuvre (intérim, CDD, sous-traitance...) et aider les chômeurs, jeunes ou en fin de droits (emplois d'insertion). Pour des raisons budgétaires, l'assurance chômage était dès le début des années 1980 contractée (et ne cessera depuis de l'être, par salses), reportant les personnes vers l'assistance.

Depuis la seconde moitié des années 1990, les usages du terme n'ont cessé de se diversifier : « logement précaire » et « précarité résidentielle », « santé précaire », « équipes mobiles psychiatrie-précarité », « précarité énergétique », « précarité alimentaire », « précarité menstruelle », « précarité numérique », « précarité étudiante »... – parfois synonymes d'autres termes, ainsi « grands précaires » et « grands exclus ». Cette extension-dilution sémantique est un révélateur de la part prise par la précarité, comme réalité objective et comme ressenti, dans nos existences.

De fait, la précarité de l'emploi n'a cessé de croître (temps partiels contraints, temps de travail flexibles ou discontinus, CDD de plus en plus courts, sous-traitance massive, auto-entrepreneuriat, ubérisation de l'économie...), entraînant d'autres précarités : difficultés d'accès au logement, à l'achat ou à la location ; effritement des protections sociales ; impacts sur l'alimentation, la santé physique et mentale, l'éducation des enfants, etc. D'où aussi une perte de confiance en l'avenir et une polarisation de la vie politique vers les extrêmes. S'est encore ajoutée l'inflation, au début des années 2020, qui a fait basculer nombre de ménages.

L'histoire montre dès lors que la précarité n'a rien d'une nouveauté historique. C'est bien plutôt l'emploi stable, conjugué à la croissance économique et à la consolidation des protections sociales, qui fut une parenthèse enchantée.

Axelle Brodriez-Dolino, directrice de recherche au CNRS, Centre d'histoire sociale des mondes contemporains.

¹ <https://solidarites.gouv.fr/budgets-de-reference-budgets-decents-un-rapport-du-cnle-eclaire-sur-les-besoins-necessaires-pour-mener-une-vie-decente-definis-par-les-citoyens>



Des ponts entre les communautés

Olivier De Schutter est professeur de droit international à l'université catholique de Louvain. Il a exercé les fonctions de rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme.

L'augmentation de la pauvreté et de l'inégalité conduit à un repli communautaire et à la montée de formations politiques clivantes. Une politique des comuns émerge en réponse, sorte de « contre-mouvement » par lequel la société civile tente de se reconstituer.

Un constat inquiétant

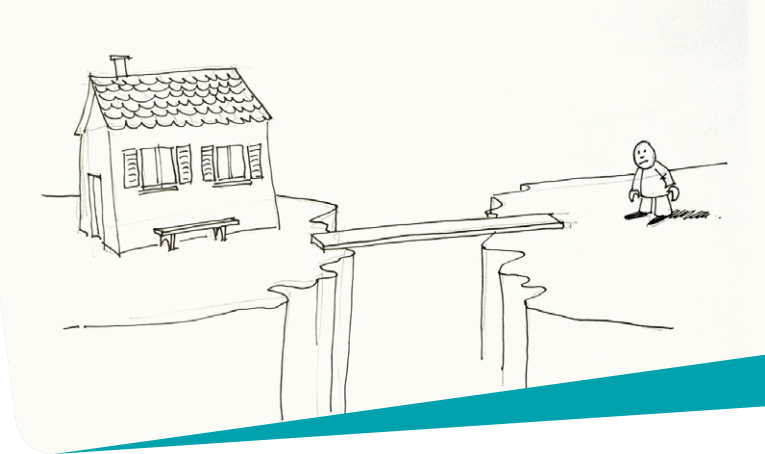
Plus les inégalités socio-économiques augmentent, plus l'engagement civique diminue et plus règne le chacun pour soi. Moins on se sent membre de la communauté, moins on est soucieux d'y investir de son temps, de son énergie, de s'engager dans des associations ou de militer. La crainte du déclassement social et la peur en l'avenir rendent en outre perméable à un discours polarisant qui présente les immigrants, les « mauvais pauvres », les « assistés », les « cassos »... comme des concurrents.

Quand la protection sociale est remise en cause, les allocataires sociaux et les chômeurs sont fragilisés et se sentent méprisés ; ils ont peur de ne pas être soutenus par l'État en cas d'accident de la vie. Or, la sécurité sociale en France n'est plus inconditionnelle. Le principe méritocratique peu à peu la subvertit : l'accès à la protection sociale est subordonné à la preuve qu'on est un « bon pauvre », un pauvre méritant, quelqu'un qui fait des efforts et joue le jeu de cette discipline des comportements.

Enfin, la défiance à l'égard des politiques augmente, en raison de l'incapacité des gouvernements à lutter contre les inégalités, et de la faible représentativité des élites : les classes populaires, qui constituent 32 % de la population, ne sont que 4 % parmi les élus à l'Assemblée nationale. La décision politique est de moins en moins bien informée de la réalité des attentes, notamment de celles des personnes qui vivent dans la précarité ; elle est parfois influencée par des personnalités qui utilisent leur force de frappe financière et leur poids économique.

Des comuns salutaires

Aux États-Unis, l'économiste Anne Case et le Prix Nobel d'économie Angus Deaton parlent de « morts de désespoir » pour évoquer les comportements autodestructeurs des Américains blancs, faiblement qualifiés, insécurisés économiquement, isolés, menacés par la robotisation, l'intelligence artificielle et la mondialisation : l'abus



d'alcool, de drogue et les suicides expliquent que, pour la première fois dans l'histoire de la civilisation¹, l'espérance de vie d'un groupe de la population a chuté².

Cela doit nous alerter sur les risques qu'induit le délitement du capital social, ce ciment qui nous unit. En réaction à la privatisation des existences, à l'individualisation croissante d'une société de plus en plus concurrentielle où les personnes sont plus isolées que jamais, surgit un intérêt renouvelé pour les comuns, ces initiatives, portées par des hommes et des femmes ordinaires, parents d'élèves, voisins, qui ne sont soumises ni à la loi du marché ni à la prise en main par l'État.



Les comuns peuvent être soutenus par un État partenaire.



Les comuns répondent à une logique non marchande, refusent le diktat du profit maximal, trouvent des solutions en matière de logement, d'alimentation, de santé, d'enseignement ou d'économie circulaire... Ils peuvent être soutenus par un État partenaire, modeste, qui ne se défait pas de ses fonctions mais crée des cadres juridiques permettant aux non-marchands de s'épanouir³.

Par les comuns, il s'agit de raffermir les liens sociaux, de reconstituer ce capital social, tellement érodé depuis quarante ans, mais aussi de démocratiser la société en valorisant les innovations qui reposent sur la prise en charge, par les gens ordinaires, de solutions pour lutter contre les inégalités et la précarité. La lutte contre la précarité passe par ces initiatives ; elles peuvent reconstituer des ponts entre des communautés qu'un discours politique de plus en plus clivant tend à monter les unes contre les autres.

Olivier De Schutter⁴

¹ Hors épisodes exceptionnels de guerre ou d'épidémie.

² Angus Deaton et Anne Case, *Morts de désespoir. L'avenir du capitalisme*, Paris, PUF, 2021.

³ Voir Olivier De Schutter et Tom Dedeurwaerdere, *Pour un État partenaire. L'innovation citoyenne au cœur de la transformation sociale et écologique*, Liège, Altura, 2024.

⁴ Olivier De Schutter était invité aux Journées nationales de la FEP en juin ; l'intégralité de son intervention est à retrouver sur le site internet de la FEP, fep.asso.fr

La précarité est aujourd'hui presque partout

La multiplication des formes « atypiques » ou « particulières » d'emploi – autres que le contrat à durée indéterminée (CDI) ou l'emploi permanent fonctionnaire – est un facteur principal de précarité.

« La précarité est aujourd'hui partout », disait Pierre Bourdieu aux Rencontres européennes contre la précarité en 1997. Il parlait de précarité de l'emploi, pivot de l'intégration sociale dans nos sociétés. Robert Castel voyait dans l'essor du salariat (plus de 85 % de la population active aujourd'hui), durant la seconde moitié du XIX^e siècle, un support d'autonomisation des individus qui n'avaient que leur force de travail pour vivre.

Bien sûr, le salariat acte la subordination des travailleurs et travailleuses¹. Mais dans un contexte de croissance économique, de progression de l'emploi stable, de diminution du temps de travail et d'accès étendu à la protection sociale, la « société salariale » offrait une double promesse : protéger *a minima* contre les risques de la vie, et ne plus perdre sa vie à la gagner².

Une promesse non tenue

La dynamique s'est inversée à partir des années 1970 avec la hausse du chômage, du travail à temps partiel et de l'emploi discontinu – contrat à durée déterminée (CDD), intérimaire, intermittent, saisonnier, d'apprentissage... La quasi-totalité des emplois créés sont précaires et de plus en plus courts. Les contrats de moins d'un mois deviennent la norme. Contre l'esprit du droit du travail, le recours au CDD s'est banalisé comme instrument de sélection et de mise à l'épreuve des précaires.

Il est de plus en plus difficile d'obtenir un CDI à court terme : en 1982, la moitié des salariés en CDD y accédaient au bout de trois ans ; le ratio est d'un sur cinq aujourd'hui³. Les alternatives promues par l'action publique et le patronat, autoentrepreneuriat et start-up en tête, viennent continuer d'affaiblir le salariat et la norme du CDI à temps plein au sein de la même entreprise. On sait que cette précarité accroît de nombreux risques, comme les séparations conjugales ou les problèmes de logement, de santé et d'accès aux droits⁴.

Un risque intégré

Par ailleurs, Bourdieu parlait également des travailleuses et travailleurs stables, qui à priori ne sont pas concernés par la précarité de l'emploi, sauf en cas de temps partiel et de faibles revenus. Mais les sciences sociales ont montré qu'elles et ils ont intériorisé le risque de perdre ou de changer d'emploi au cours de carrières censées être « fluides ». L'existence d'une armée de réserve prête à prendre leur place, ou d'autres postes potentiels, n'aide pas à envisager des portes de sortie à un emploi difficilement soutenable.

Pointe alors la précarité du travail et ses risques : dépression, surmenage, suicide, troubles musculo-squelettiques, etc. Certains restent jusqu'à saturation physique et psychique ; d'autres ont plus de latitude pour – espérer – trouver mieux ailleurs.

La précarité est donc aujourd'hui presque partout⁵. Face aux réformes, comme celles de l'assurance chômage qui durcissent sans relâche le contrôle et les droits des précaires, les luttes au sein du précaire⁶, le mouvement des Gilets jaunes ou encore la mobilisation contre la réforme des retraites ont rappelé qu'un autre monde – du travail – est possible.

Nicolas Roux, maître de conférences en sociologie, Université de Reims Champagne-Ardenne (Cérep) et Centre d'études de l'emploi et du travail (Cnam)

◀ Le recours aux CDD s'est banalisé et met à l'épreuve les travailleurs en situation de précarité.

¹ Danièle Linhart, *L'Insoutenable Subordination des salariés*, Toulouse, Érys, 2021.

² Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

³ France Stratégie, « Lignes de faille. Une société à réunifier », 2016.

⁴ Voir notamment le travail du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et les propos de Nicolas Duvoux dans ce dossier, à la page 19.

⁵ Nicolas Roux est notamment l'auteur de *La Précarité durable. Vivre en emploi discontinu*, Paris, Presses universitaires de France, 2022.

⁶ Patrick Cingolani, *Révolutions précaires. Essai sur l'avenir de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 2014.

Pauvre un jour, pauvre toujours ?

La montée des situations de précarité, notamment pour des ménages vivant au-dessus du seuil de pauvreté, met en lumière la fragilité des trajectoires sociales d'une partie croissante de la population française¹. Dans ce contexte, comment appréhender la pauvreté et les parcours de vie qui permettent d'en sortir ?

Les limites des approches statistiques de la pauvreté

Si l'approche par le seuil de pauvreté monétaire est utile pour étudier les évolutions globales de la pauvreté, elle ne rend pas compte de l'instabilité des situations sociales individuelles. Or, la sortie de la pauvreté s'inscrit dans des parcours de vie. Pour le comprendre, il faut combiner des méthodes d'enquêtes quantitatives et qualitatives qui permettent, pour les premières, d'objectiver les évolutions des revenus des ménages dans le temps et, pour les secondes, d'être attentif aux expériences de la pauvreté et aux inégalités sociales.

L'identification de trois parcours relatifs à la pauvreté

L'analyse permet de distinguer trois grandes catégories de parcours de pauvreté². Certains ménages sortent de la pauvreté grâce au retour à l'emploi, à la formation d'un couple, au soutien familial, à la perception d'aides et à la mobilité géographique. Mais ces facteurs ne sont efficaces que sous certaines conditions : obtenir un emploi stable, à temps complet, avec un salaire supérieur au SMIC, permet de sortir de la pauvreté et de se maintenir hors de cette situation. De même, c'est la formation d'un couple, composé de deux actifs, soutenu par des liens familiaux solides et de qualité, qui favorise cette issue positive.

D'autres ménages connaissent des parcours marqués par des allers-retours autour du seuil de pauvreté : leurs conditions de vie sont sensibles aux aléas de la vie (emplois précaires, ruptures familiales, problèmes de santé, de mobilité ou de garde d'enfants).

Enfin, certains ménages connaissent des parcours d'installation dans la pauvreté et de cumul des difficultés (maladie, monoparentalité, absence d'emploi, isolement social), ce qui rend leur sortie de la pauvreté bien plus incertaine.



La sortie de la pauvreté est une dynamique faite de ruptures, de retours en arrière et d'ajustements.

“ Certains ménages connaissent des parcours d'installation dans la pauvreté. ”

Repenser l'action publique : sécuriser les trajectoires

Sortir de la pauvreté ne se résume donc pas au simple franchissement d'un seuil de revenu : il s'agit d'une dynamique, faite de ruptures, de retours en arrière et d'ajustements. Si l'accès à l'emploi joue un rôle important dans ce processus, il ne saurait, à lui seul, garantir une stabilisation des conditions de vie, en particulier lorsque les emplois sont précaires et faiblement rémunérés. D'autres facteurs, comme le logement, la santé, la situation familiale, l'accès aux droits ou les ressources relationnelles des ménages, sont également déterminants.

Ainsi, pour l'action publique, l'enjeu n'est pas seulement de faire baisser les chiffres de la pauvreté mais aussi de sécuriser les trajectoires, c'est-à-dire de stabiliser les conditions de vie des ménages et leurs capacités à faire face aux aléas de la vie³.

Claire Auzuret, chercheure postdoctorante à l'université Paris-VIII Vincennes-Saint-Denis⁴

¹ Analyse de l'évolution de la pauvreté et de l'exclusion sociale entre 2015 et 2022, Paris, CNLE, 2025.

² Claire Auzuret, « Que signifie sortir de la pauvreté ? », *La Vie des idées*, 2020, <https://laviedesidees.fr/Que-signifie-sortir-de-la-pauvrete> ; Olm Christine, *Étude sur les dynamiques de pauvreté à partir de l'échantillon démographique permanent (EDP)*, présentation, séance du comité scientifique du CNLE du 17 juin 2025, Paris, CNLE, 2025 ; Pierre Blavier, « Les trajectoires de pauvreté », *Informations sociales*, n° 213, 2025, p. 51-57.

³ *Loi pour le plein emploi : pour une sécurisation des droits et des ressources des allocataires du RSA – Avis du CNLE*, Paris, CNLE, 2025.

⁴ Claire Auzuret fait partie de l'équipe de recherche du Laboratoire des théories du politique (LabTop) du Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris (Cresppa). Elle est aussi chargée d'études au Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE).

Ce qu'ils en disent...

Paroles de personnes en situation de précarité. L'avis de Carlina Richardeau, animatrice du cercle Précarité à la Fédération de l'Entraide Protestante.

Quand je me suis retrouvée seule avec mes deux enfants, j'ai d'abord pensé que je pourrais tout gérer. Mais les fins de mois devenaient de plus en plus compliquées, et les courriers administratifs s'accumulaient sans que je sache toujours quoi faire. Le plus difficile n'était pas seulement l'argent, c'était de me sentir seule face à tout. Aujourd'hui, je ne dirais pas que tous mes problèmes sont réglés, mais je sais que je ne les affronte plus seule.

Nadia, AFP Maranatha (Osny)

CR : *Les associations locales sont souvent le premier maillon de la chaîne de solidarité. Elles aident les personnes accompagnées à se saisir de leur pouvoir d'agir.*

Vivre à la rue, c'est compliqué. Parfois, j'appelle le 115 ou le CAARUD¹ d'urgence, il n'y a pas de place. Quand j'en ai une, je ne reste jamais un mois complet parce que j'oublie d'appeler chaque jour. C'est difficile d'y penser. En ce moment, je dors chez des amis, ça va. J'ai rendez-vous la semaine prochaine pour faire une cure.

Être une femme à la rue, c'est encore plus compliqué que pour les hommes, surtout quand on est toute seule. Je ne dors que d'un œil. Je rêve d'avoir un logement.

Delphine, Abej SOLIDARITÉ (Lille)

CR : *L'accès au logement demeure une priorité. De nombreuses associations accordent un soin spécifique aux femmes en situation de précarité, qui sont particulièrement vulnérables.*

J'ai un peu honte d'être à la distribution alimentaire ce matin. J'ai un emploi mais avec l'augmentation des loyers, de l'énergie et des dépenses pour les enfants, il ne reste presque rien à la fin du mois. On imagine souvent que la précarité ne concerne que ceux qui n'ont pas de travail. Pourtant, malgré mes efforts,

il m'arrive de devoir choisir entre certaines dépenses. Demander de l'aide a été difficile, mais cela me permet de retrouver un peu de souffle.

Fatou, AFP Maranatha (Osny)

CR : *Les associations de solidarité nous alertent régulièrement sur l'évolution des accompagnements. La précarité s'étend à des populations jusque-là épargnées.*

Je suis dans une situation de précarité, ne disposant pas de ressources suffisantes pour subvenir à mes besoins essentiels. Je me nourris de produits récupérés dans les poubelles de certains supermarchés ou des repas offerts par l'Église. Malgré mes efforts pour m'en sortir, mes conditions de vie demeurent très difficiles.

Je ne peux pas travailler en raison de ma situation administrative qui me place dans une impasse : l'absence de titre de séjour m'empêche d'accéder à un emploi, alors que l'obtention de ce titre est conditionnée à l'exercice d'une activité professionnelle.

Je suis bénévole à l'Escale où j'ai trouvé des frères et sœurs en Christ qui me portent dans leur cœur. Ils m'ont aidée à trouver un hébergement et certains font parfois des courses pour moi. Grâce à l'Escale, j'ai un ordinateur et je me forme en informatique.

Fabienne, l'Escale (Paris)

CR : *Rejoindre une association locale, c'est être connu et soutenu en cas de besoin. Une solidarité spontanée s'exerce, indispensable pour les profils non repérés par les pouvoirs publics.*

Après mon arrêt de travail, les journées sont devenues très longues. Je ne voyais presque plus personne et j'ai fini par renoncer à certaines démarches parce que tout me semblait trop compliqué, surtout sur Internet. Petit à petit, j'ai perdu confiance en moi. C'était la grosse déprime. J'ai trouvé auprès des bénévoles, non seulement une aide pratique, mais quelqu'un qui prend le temps de m'écouter et m'aide à repartir.

Michel, AFP Maranatha (Osny)

CR : *L'isolement est un facteur d'aggravation des difficultés sociales. Les associations de bénévoles sont des repères précieux pour les personnes déstabilisées par un accident de vie.*

Espérer au cœur de la précarité

Qu'appelle-t-on espérance ? L'espérance chrétienne est la confiance active et persévérante en Dieu, fondée sur la résurrection du Christ. L'espérance permet de vivre, d'aimer et d'agir dès aujourd'hui, même au cœur de la précarité ; elle croit que le mal et l'injustice n'auront pas le dernier mot.

Anne Lécu, religieuse dominicaine, docteure en médecine et philosophie, exerce depuis plus de vingt ans comme médecin en milieu carcéral. Elle témoigne : « *L'espérance chrétienne n'est pas l'espoir que cela ira mieux demain. Elle n'attend pas un progrès, ou des lendemains qui chantent. Elle se tient au cœur du pire, devant un tombeau dans lequel est enfermé le Fils de l'homme, mort. Elle veille, pourtant, sans savoir qui, ni quoi.* »

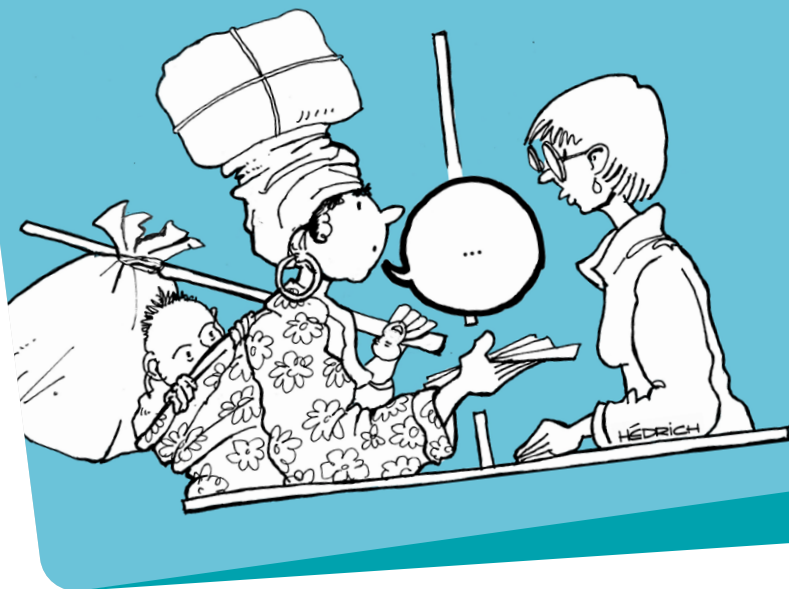
Le travail des équipes sociales de terrain fait écho à cette espérance. Nous espérons que la personne que nous accompagnons va adhérer à son projet, s'accrocher, et que tout ira pour le mieux. Mais les statistiques montrent qu'il faut sept tentatives avant de pouvoir sortir d'un cercle d'emprise. Alors nous restons là, proches de la personne, prêts à pleurer avec ceux qui pleurent et à rire avec ceux qui rient¹.

Harmonie

Elle s'appelle Harmonie et vient d'arriver à la structure. Elle a quelques affaires qu'elle avait pu déposer dans le magasin d'un ami. Et déjà elle s'inquiète : un studio à tenir, des démarches à entreprendre et un avenir à construire. Harmonie est un des multiples visages de la précarité, abîmée par la vie et des personnes aux comportements mauvais. Alors Harmonie se méfie de ceux qui lui tendent la main, parce qu'elle a été souvent trompée. Elle s'en va et elle revient, mais l'équipe a toujours les bras ouverts et une oreille attentive. Il en est ainsi du Seigneur avec nous : nous nous éloignons et nous rapprochons de lui, mais toujours sa main est tendue et son oreille ouverte aux cris de nos cœurs tourmentés.

Jasmine

Elle s'appelle Jasmine et ne réfléchit pas comme tout le monde. Elle encombre son studio de tout



Les équipes sociales de terrain mettent tout en œuvre pour accueillir dans les meilleures conditions les personnes en situation de précarité.

un tas d'objets trouvés, comme un oiseau construit son nid. Jasmine déborde de chez elle et de chez les autres. Elle a été rejetée maintes fois à cause de ses encombrants, difficiles à accepter. Aujourd'hui, Jasmine est accompagnée par les équipes de Lou Recate et d'Entr'Elles² ; sa curatrice nous a confié qu'elle n'était jamais restée aussi longtemps dans un endroit. Jasmine est acceptée telle qu'elle est, dans le cadre qui lui a été donné. C'est cela aussi l'espérance, dire la vérité et définir un cadre avec « *une parole toujours accompagnée de grâce, assaisonnée de sel*³ ».

Un lieu de vérité

La précarité n'est pas en soi un lieu spirituellement supérieur. Être pauvre, blessé ou fragilisé ne nous place pas automatiquement plus près de Dieu. Mais elle peut devenir un lieu de vérité. Car, au fond, la précarité révèle ce que nous portons tous : une fragilité essentielle, une dépendance que nous préférons souvent ignorer. Reconnaître notre précarité spirituelle, c'est accepter de ne pas être suffisants à nous-mêmes. Et c'est là que peut naître l'espérance chrétienne : non pas dans la force ou la maîtrise, mais dans la confiance humble en un Dieu qui nous rejoint là où nous sommes, sans condition.

Ainsi, au cœur de la précarité sociale, comme dans nos propres vulnérabilités, s'ouvre un chemin : celui d'une espérance qui ne repose pas sur ce que nous avons mais sur Celui qui demeure fidèle.

Xavier Bösigier, chef de service veille sociale avec hébergement, Fondation de l'Armée du Salut

¹ Romains 12.8.

² Au pied de la cité Félix-Pyat, à Marseille, la résidence Lou Recate de l'Armée du Salut abrite une cinquantaine de femmes et enfants dans des conteneurs aménagés, sans jugement et sans limite de temps. Entr'elles est un centre d'hébergement innovant qui offre un abri pérenne et une sécurité de vie hors la rue à une vingtaine de femmes en situation de très grande marginalité accueillies dans des conteneurs maritimes réaménagés en studettes individuelles. Des activités restauratrices et participatives leur sont proposées, en lien avec les dispositifs du CHRS William-Booth et les associations locales.

³ Colossiens 4.6.

“

Réjouissez-vous avec ceux qui se réjouissent. Pleurez avec ceux qui pleurent.

Romains 12.15

”

La parole est aux exclus

Arnaud Merle d'Aubigné, délégué général des Oubliés de la République, et Élina Dumont, membre de l'association, donnent la parole aux exclus pour influencer les politiques publiques.

Quel est votre combat ?

AM : Les Oubliés de la République a été lancée en 2022 par le collectif The Good Lobby. Notre mandat est de promouvoir la parole, dans le débat public, de personnes en situation d'exclusion forte. De reconstruire un sentiment de légitimité citoyenne. Qu'elles se forment une expertise¹. On crée des formats de rencontres facilitants comme « Chaque pas compte » qui leur propose des marches régulières avec un responsable politique dans une relation d'égal à égal. Des chercheurs étudient l'impact de cette réappropriation de la parole publique, à la fois sur les décideurs et sur les décisions. De nombreuses personnes accompagnées sont aujourd'hui bénévoles.

Vous-même, Élina, vous avez été accompagnée ?

J'ai été placée sur décision de justice dans une pouponnière puis dans plusieurs familles d'accueil. À dix-huit ans, je me suis retrouvée à la rue. J'en ai bavé. J'ai eu mon premier logement, un studio, à quarante-quatre ans. Depuis, je lutte contre le sans-abrisme. J'ai été présidente des Oubliés pendant trois ans. Je suis aujourd'hui présidente d'honneur d'Entourage², comédienne³, élue au CESER⁴, chroniqueuse aux « Grandes Gueules »... J'ai été missionnée par Valérie Pécresse en 2020 pour faire un rapport sur le sans-abrisme des femmes et régulièrement auditionnée par des sénateurs et députés, à Bruxelles aussi. En Belgique, on a créé un syndicat pour les sans-abri. En France, les gens ont honte. Notre société exclut énormément de personnes. La pire des exclusions, c'est le logement. J'en connais qui ont un emploi mais dorment dans leur voiture.

Rencontre au Sénat entre Oubliés de la République et sénateurs.



La précarité a-t-elle de nouveaux visages ?

ÉD : La population dans la rue a beaucoup changé. Il y a des gens dont le travail ne permet pas d'accéder à un logement, en situation de handicap, qui souffrent de problèmes psychiatriques, des femmes battues avec leurs enfants... À mon époque, on ne voyait pas d'enfants dans la rue, ni de femmes âgées.

AM : Des migrants et des MNA⁵ aussi, des gens à besoins spécifiques, des personnes avec des maladies chroniques. Il n'y a aucune réponse politique à la hauteur des besoins recensés. Et c'est ce qu'on essaie de montrer à travers la voix d'Élina et de toutes les personnes concernées.

Êtes-vous entendus ?

ÉD : Je pense que j'ai été entendue. Valérie Pécresse a créé des maisons solidaires.

AM : Oui, on est entendus. Mais est-ce qu'il y a des changements politiques, rien n'est moins sûr. Néanmoins, l'an dernier, notre comité de vigilance des enfants placés, porté par trois cents personnes concernées, a été présenté à l'Assemblée nationale. Des députés ont été sensibilisés, on a écrit des tribunes, on a même été reçus sur des plateaux de télévision. On a fait émerger une conscience. Une commission d'enquête parlementaire a suivi. Nous travaillons actuellement à l'élaboration d'une convention citoyenne sur la lutte contre l'exclusion.

Comment rendre votre parole audible ?

ÉD : La société nous stigmatise, elle est jugeante. J'essaie de changer le regard sur les sans-abri. Dans l'esprit des gens, SDF égale encore clochard. Quand j'entends : « Regarde, toi, tu t'en es bien sortie ! », ça m'énerve. On n'a pas tous le même mental, et j'ai eu la chance de faire des belles rencontres.

AM : Des politiques publiques sont violentes, avec une flopée d'arrêtés antimendicité. Aujourd'hui, en France, 350 000 personnes sont sans domicile, 40 000 vivent dans la rue, 70 000 vont sortir de prison et 380 000 enfants sont confiés à l'aide sociale à l'enfance. Mais, pour la plupart des responsables politiques, ce ne sont que des chiffres. Et nous, notre travail, c'est de montrer qu'on peut apprendre de ces personnes.

Propos recueillis par **Brigitte Martin**

¹ L'association fait découvrir aux « Oubliés » le pouvoir de leur parole grâce à des ateliers d'écriture et d'art oratoire.

² Entourage recrée du lien social avec les plus précaires, depuis 2014.

³ *Des quais à la scène*, spectacle d'Élina Dumont. Élina Dumont a aussi écrit un livre, *Longtemps j'ai habité dehors*, Paris, Flammarion, 2013.

⁴ Conseil économique, social et environnemental régional.

⁵ Mineurs non accompagnés.

3 questions à Nicolas Duvoux

Nicolas Duvoux, sociologue, spécialiste des questions de précarité et d'inégalités sociales, est président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE).



1 Dans quel sens vont les recommandations du CNLE ?

Le CNLE est une instance consultative et représentative qui rassemble des élus, des associations, des organisations du monde du travail, des experts, mais aussi, et pour moitié, des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion. Ses recommandations portent sur des questions relatives à la pauvreté et la protection sociale. Ses avis quant à la politique publique sont, ces derniers temps, assez critiques des mesures gouvernementales.

Le chômage a baissé mais la pauvreté a augmenté. Des secteurs d'activité très féminisés, comme la restauration, le nettoyage, l'hôtellerie ou encore l'aide à domicile, fabriquent la précarité et la pauvreté de manière structurelle, alors que ces fonctions essentielles mériteraient d'être revalorisées. La reconnaissance, d'abord salariale, pourrait aussi passer par d'autres formes, comme l'aménagement des horaires de travail, tant les horaires décalés sont pénalisants. Un effort de régulation de ces emplois et de correction des inégalités créées sur le marché du travail doit être fait.

Dans le même temps, il est indispensable de revaloriser le RSA, fondement social qui ne satisfait pas les besoins et n'assure pas ce que la Constitution de 1946 appelle « *moyens convenables d'existence* ». Le CNLE préconise d'agir à travers une multitude de canaux et leviers d'intervention, des prestations au logement social, en passant par la régulation du marché du travail.

2 Que dire aux Français qui s'estiment lésés par ceux qu'ils perçoivent comme des « privilégiés d'en bas » ?

Il y a eu, ces dernières années, un effort politique intense sur la question de l'incitation au travail et de l'intérêt qu'il y aurait à se satisfaire des prestations de solidarité. Je pense que cette approche est une impasse pour résoudre la question de la pauvreté. D'une part, et cela a très bien été montré,

les incitations au travail sont réelles et effectives, on gagne à retourner en emploi. D'autre part, elle occulte les questions les plus fondamentales du logement, de l'alimentation, de la capacité simplement à s'extraire de la survie la plus élémentaire. Il faut aborder la question de la lutte contre la pauvreté sous un autre angle.

Le RSA, et avant lui le RMI, a été conçu comme un filet de sécurité minimal pour un nombre de personnes limité. Aujourd'hui, ce sont plusieurs millions de ménages qui survivent grâce à ces prestations. On inverse la cause et les effets. Ce qui provoque ces entrées dans l'aide sociale, c'est le fonctionnement du marché du travail et un ensemble d'éléments structurels. La société accuse des prestations d'entretenir un problème social qu'elle a elle-même engendré. On impute une responsabilité, qui relève de la collectivité, à ces prestations et à celles et ceux qui en bénéficient.

3 Quelles sont les conséquences de ces représentations ?

De plus en plus de personnes en situation de précarité se sentent stigmatisées et ne demandent pas le RSA. Ce phénomène de non-recours est très bien documenté. Il y a aussi des problèmes d'accès à l'information et de fonctionnement avec, notamment, la dématérialisation et la mise à distance des services publics de proximité, mais également un manque de cohérence : c'est difficile de lutter contre le non-recours et, en même temps, de mettre en place des conditions d'activité pour le RSA qui « désincitent » très fortement à le demander.

On observe souvent une relation extrêmement étroite entre les difficultés sociales et la dégradation de la santé mentale. Les plus modestes sont beaucoup plus exposés au développement de troubles psychiatriques que le reste de la population. Les conditions d'existence dégradées, très anxiogènes, occasionnent du stress, de la tension et une autre forme de précarité, psychique celle-là.

Propos recueillis par **Brigitte Martin**

Travailleurs et pauvres

Un peu plus d'un million de travailleurs vivent en France avec moins de mille euros par mois¹. Avoir un emploi ne protège pas de la précarité financière.

Ils sont plus d'1,1 million à disposer d'un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté et pourtant ils exercent un emploi². Le chiffre est considérable alors que le Smic est censé protéger de l'infortune. Il s'agit pour l'essentiel d'indépendants peu qualifiés, de salariés à temps partiel ou qui ne travaillent qu'une partie de l'année.

La baisse du chômage depuis 2015 devrait être favorable aux salariés les plus modestes. Pourquoi ne fait-elle pas reculer le nombre de travailleurs pauvres ? Pourquoi la part d'emplois précaires ne diminue-t-elle pas et les écarts de salaire persistent-ils ?

Une Constitution bafouée

Comment vit-on avec moins de mille euros par mois ? C'est le défi de cinq millions de Français privés de confort, de possibilités de se déplacer, de loisirs, qui ont du mal à chauffer leur logement en hiver et ne partent pas en vacances l'été.

La nation est censée garantir à tous « *la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs* » et à ceux qui se trouvent dans l'incapacité de travailler « *des moyens convenables d'existence* », affirme la Constitution, bafouée chaque jour. Notre modèle social laisse encore trop de monde sur le bord de la route : des jeunes qui doivent attendre l'âge de vingt-cinq ans pour bénéficier du minimum social ; des mères seules aux revenus trop faibles...

Le durcissement des politiques migratoires empêche des étrangers établis sur notre sol de travailler, engorge les centres d'hébergement et laisse à la rue des milliers de personnes dont de nombreux

Notre pays compte quatre millions de mal-logés, il est urgent de relancer une politique du logement social.



enfants. Les pouvoirs publics élaborent des plans sur la pauvreté mais, en vingt ans, le nombre de pauvres est passé de quatre à cinq millions alors que le chômage diminue depuis dix ans. Les associations caritatives atteignent aujourd'hui leurs limites.

Mais alors, que faire ?

Les politiques publiques doivent être plus justes, il convient de guérir avant de prévenir, de parer aux situations les plus dramatiques, de remettre à plat le système des minima sociaux pour que chacun ait de quoi vivre dignement. Nous proposons d'assurer un revenu minimum équivalent au seuil de pauvreté ; son coût serait de dix milliards d'euros environ, moitié moins que le manque à gagner pour les finances publiques dû à la suppression de la taxe d'habitation.

Il est urgent d'assouplir les conditions d'accès au travail des étrangers. Un simple coup de tampon libérerait des dizaines de milliers de places en centre d'hébergement, ferait rentrer des cotisations sociales dans les caisses de l'État et, surtout, ouvrirait un horizon à des adultes et leurs enfants qui vivent en France depuis des années.

L'une des principales causes de la hausse de la pauvreté est la dégradation de l'emploi : on a fait baisser le chômage à coups de flexibilité, précarité et emplois sous-payés. Il faut re-réguler le marché du travail, et pénaliser les entreprises et services publics qui abusent d'une précarité de masse.

Enfin, il est indispensable de relancer une politique du logement social alors que notre pays compte quatre millions de mal-logés, et de revoir notre système scolaire conservateur qui pénalise les enfants des classes modestes.

L'incertitude du lendemain et le sentiment d'être écarté de la bonne vie des classes favorisées nourrissent un ressentiment sourd. Mais, des enseignants aux travailleurs sociaux, en passant par les associations caritatives et les soutiens de terrain aux sans-papiers, il existe un immense mouvement dont les forces sont largement sous-estimées³.

Anne Brunner, directrice des études, et **Louis Maurin**, directeur cofondateur de l'Observatoire des inégalités⁴

¹ Une personne vivant seule est considérée comme pauvre en France quand ses revenus mensuels sont inférieurs à 859 ou 1 073 ou 1 288 euros (Insee, 2023), selon que l'on utilise le seuil de pauvreté fixé à 40 %, 50 % ou à 60 % du niveau de vie médian.

² Insee, 2022. Ces statistiques prennent en compte le revenu de l'ensemble du ménage.

³ Pour une approche plus complète, lire l'avant-propos du quatrième rapport sur la pauvreté en France : <https://www.inegalites.fr/Rapport-sur-la-pauvrete-en-France-edition-2024-2025>.

⁴ <https://www.inegalites.fr/>



Handicapés et précaires

Après avoir exercé les fonctions de secrétaire générale du Samu social de Paris, Ghislaine Mettetal-Wanwanscappel a été directrice générale de la Fondation des Amis de l'Atelier puis directrice territoriale de l'ARS¹ du Jura. Aujourd'hui à la retraite, elle est bénévole dans deux associations œuvrant dans le handicap et la précarité sociale.

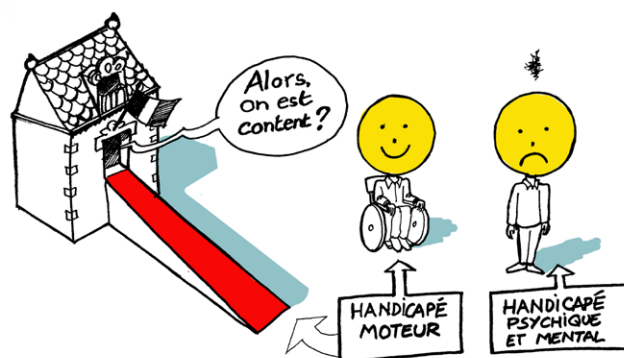
J'ai passé une grande partie de ma vie dans le secteur du handicap et je peux dire que précarité et handicap sont très liés. J'ai fait des maraudes et rencontré de nombreuses personnes en très grande détresse et situation de handicap mental ou psychique. Le handicap expose à la pauvreté ou aux privations, mais également à l'isolement.

Une employabilité et une accessibilité insuffisantes

Un taux d'emploi de 43 % et un taux de chômage de 12 % expliquent en premier lieu la pauvreté des personnes en situation de handicap. Le monde du travail est un monde cruel. De nombreuses entreprises préfèrent payer² mais je ne les critique pas.

La problématique de l'employabilité commence dès la scolarité même si, les quinze dernières années, la situation a beaucoup progressé. Le modèle qui a prévalu, des enfants mis en institution dès leur plus jeune âge, est révolu et je m'en réjouis. Mais l'inclusion en milieu ordinaire reste difficile parce que l'Éducation nationale a quand même un peu de mal. Il y a aussi des familles qui rechignent encore à l'idée d'intégrer des élèves en situation de handicap dans les classes de leurs enfants. L'ARS finance des formations dans tous les milieux pour lever les préjugés. Les mentalités doivent encore évoluer, la transformation intellectuelle et culturelle n'est pas aboutie.

Des choses très innovantes se font. À la Fondation des Amis de l'Atelier par exemple, on privilégie la fluidité des parcours qui correspond réellement aux besoins fluctuants des personnes accompagnées. Les enfants peuvent aller à l'école et revenir en milieu protégé si nécessaire. Des accompagnements spécifiques sont proposés. À l'école primaire, on peut intégrer la plupart des petits. Au collège et au lycée, ça se complique. Et puis,



La France a encore du chemin à faire en matière d'inclusion pour que le handicap n'expose pas à la précarité.

il y a le problème de l'inaccessibilité de la plupart des structures, dont les lycées, facs, administrations... Je me rappelle une réunion sur le trottoir à Évreux, devant les marches de la direction du travail parce que le directeur qui m'accompagnait était en fauteuil roulant.

Des aides financières faibles, une discrimination forte

L'AAH³ est au maximum de mille euros. Il s'avère que 20 à 30 % des personnes en situation de handicap vivent en dessous du seuil de pauvreté (contre 12 % dans la population valide).

Je considère que le statut de travailleur en Esat⁴ est un sous-statut. Est-ce normal de donner cinq cents euros à quelqu'un qui travaille trente-cinq heures par semaine ? Il me paraît essentiel de créer des passerelles pour que les travailleurs d'Esat qui le souhaitent puissent envisager un départ vers le monde du travail ordinaire et augmenter leur rémunération.

La dernière cause de précarité des personnes en situation de handicap est la discrimination, dont les conséquences sont les difficultés d'accès au logement, l'isolement social, etc. C'est la double peine : l'impact de l'isolement sur la santé mentale est dramatique. Le handicap psychique est particulièrement stigmatisé. Les personnes ne sont pas stables, elles peuvent connaître des phases de crise. Ce handicap fait peur, car personne n'est à l'abri.

La désinstitutionnalisation des personnes en situation de handicap doit être poursuivie. Il faut réserver les institutions aux personnes les plus lourdement handicapées et en faire des lieux de répit, d'accueil ponctuel, pour soulager les aidants. On avance, la prise en compte du handicap évolue dans l'ensemble, mais on part de très loin.

Propos recueillis par **Brigitte Martin**

¹ Agence régionale de santé.

² La loi développe une politique d'emploi inclusive et fixe à 6 % de l'effectif le taux d'emploi des personnes en situation de handicap dans les entreprises de plus de vingt salariés. Les employeurs qui n'atteignent pas ledit taux doivent verser une contribution annuelle.

³ Allocation aux adultes handicapés.

⁴ Établissement et service d'accompagnement par le travail.

Psy de rue, pour restaurer la confiance

Créée en 2017, la prévention sociale est un dispositif mené par une équipe pluridisciplinaire qui intervient auprès des publics en difficulté vivant dans la rue, à Paris. Léa Guérot est psychologue de rue.

Nos missions principales consistent à « aller-vers » et accompagner, dans la libre adhésion et l'anonymat, les personnes – dont de nombreux jeunes – aux problématiques diverses¹ qui occupent l'espace de vie qu'est la rue. Nous avons pour objectif de faire coexister ou réexister l'institution dont l'évocation fait souvent écho à l'abandon ou au rejet.

Par la régularité de nos tours de rue et nos accompagnements personnalisés, nous recréons la confiance au cœur d'histoires de vie fragilisées par la rupture, les traumatismes, la violence... Nous offrons un tremplin vers de nouveaux horizons en adéquation avec les besoins et attentes des personnes rencontrées.

Un sentiment d'inexistence sociale

En tant que psychologue, ma mission consiste à démystifier et désacraliser la fonction, souvent empreinte d'a priori et de défiance. Le soutien psychologique doit être accessible, je propose des échanges hors les murs, dans la rue, autour d'un café... La clinique de rue est une pratique atypique qui demande un ajustement total au public et à l'espace qu'il investit. Notre travail requiert une grande adaptabilité, de l'empathie et une absence

Le psychologue de rue adapte sans cesse ses modalités d'intervention au public qu'il côtoie.



de jugement, essentielles pour tisser des liens, construire une confiance solide pour que les personnes accompagnées s'autorisent à déposer leur souffrance.

Les personnes dans la rue sont en grande précarité psychique, elles vivent dans une constante contradiction à cause des injonctions contraires d'une société qui leur reproche ce qu'elle produit : chômage, errance, prostitution, toxicomanie, problématiques physiques, psychologiques, psychiatriques, pauvreté, précarité... Ce paradoxe suscite un sentiment d'inexistence sociale ou encore de désobjectivation.

Transformer la violence

Au fil de leurs parcours, ces personnes ont régulièrement été soumises aux défaillances d'adultes impuissants à les aider, indifférents, ou eux-mêmes maltraitants. D'un point de vue intrapsychique, la rue les confronte à nouveau à l'abandon, l'absence de secours, et leur permet de se revendiquer désormais comme acteurs de leur survie. Pour beaucoup, les conduites à risque les amènent à rejouer des situations similaires aux anciens traumatismes, afin de tenter de les maîtriser, d'en être sujets et non objets passifs.

Ainsi sommes-nous quotidiennement au contact des violences subies, passées et présentes, et le réceptacle d'une violence qui est « [...] *l'expression d'une incapacité de penser ou d'élaborer certaines situations insoutenables* », comme la décrit le psychiatre britannique Wilfred Bion². L'agressivité exprimée « [...] *interpelle, convoque, provoque l'autre. C'est une forme d'appel, une tentative de surmonter les impasses à la parole en conflictualisant la relation, de dire ce qui ne peut se dire autrement et espérer être entendu* »³.

Il nous appartient de nous positionner de la manière la plus pertinente pour transformer la violence en fonctions mutatives. La mise en place de partenariats avec des acteurs du territoire parisien élargit le champ des possibles. Les coaccompagnements effectués incarnent ainsi nos rôles de relais et passerelles vers les institutions de droit commun. La cohabitation avec d'autres publics soulève des enjeux de sécurisation et d'inclusion. Les outils de la politique de santé publique doivent être adaptés à leurs réalités et non l'inverse.

Léa Guérot, psychologue clinicienne, CASP, Prévention sociale, Paris 3

¹ Sans logement, avec des conduites addictives, en rupture familiale, scolaire, professionnelle, en parcours de justice...

² Wilfred R. Bion, *Cogitations*, Paris, In Press, 2005.

³ Pierre Benghozi, « La violence n'est pas l'agressivité : une perspective psychanalytique des liens », *Revue de psychothérapie psychanalytique de groupe*, 2010/2, n° 55, <https://doi.org/10.3917/rppg.055.0041>



Plurielles solidarité, contre la précarité menstruelle

À l'origine de l'association Plurielles solidarité, créée en 2024, Lys, Margot, Magali et Jean-François. Jeunes et moins jeunes, de genres différents, tous les quatre partagent la même conviction : nous pouvons agir pour un monde meilleur.

Parce que la situation sociale se détériore au détriment des plus fragiles (femmes, migrants, minorités de genre...), affectés plus durement, nous avons décidé de joindre nos énergies, nos compétences, notre idée de la solidarité et notre espérance pour essayer de répondre à des besoins essentiels. La précarité menstruelle, très peu prise en compte, nous a particulièrement touchés.

Nos actions

Nous distribuons des protections périodiques chaque mois aux Restos du cœur de Terre Nouvelle¹ à Marseille-Nord (quatre cents familles bénéficiaires) et ponctuellement *via* notre antenne cève-nole en développement.

Nous faisons aussi des dons à des associations et avons par exemple fourni des protections périodiques pour des convois de solidarité à destination de la Grèce ou de Gaza.

Nos actions sont financées grâce à des dons réguliers (les dons menstruels) ou ponctuels. Nous pensons que la solidarité ne doit pas s'exercer seulement des plus aisés vers les plus fragiles. Ainsi, des dons sont possibles à partir de 2 € par mois ; tout le monde peut être généreux et avoir envie de participer.

Nous avons de nombreux projets² : lutte contre les violences sexistes et sexuelles, publication de livrets de vulgarisation féministes, ateliers de fabrication de protections réutilisables...

Un enjeu de santé publique et de solidarité

La précarité menstruelle concerne près de quatre millions de Françaises³, en difficulté pour se procurer des protections périodiques par manque de moyens financiers. Le chiffre a doublé depuis 2021, sous le poids de l'inflation.

¹ Paroisse Terre Nouvelle, Église protestante unie de Vitrolles Marseille-Nord.

² Pour recevoir la newsletter "menstruelle" de Plurielles solidarité : https://plurielles-assos.fr/site/?page_id=7

³ Sondage OpinionWay pour Règles élémentaires, publié lundi 6 mars 2023.



Livraison de cartons de protections hygiéniques par Plurielles solidarité aux Restos du cœur à Terre Nouvelle, Marseille Nord.

En France, chaque mois, trois femmes sur dix doivent choisir entre manger ou acheter des protections hygiéniques. Les conséquences sont très importantes : risque pour la santé (infections, impact psychologique), exclusion et isolement social (quand on ne peut pas sortir pour aller travailler ou étudier...)

Magali Braconnot, cofondatrice de Plurielles solidarité

J'ai la chance de ne pas avoir à choisir entre me loger, me nourrir et vivre sereinement mes règles. C'est loin d'être le cas de tout le monde. Avec Plurielles, j'agis concrètement pour que cette chance devienne la normalité pour toutes !

Margot

En participant aux distributions des Restos du cœur dans la paroisse EPUdF Terre Nouvelle – Marseille-Nord, j'ai été particulièrement touchée par la condition des femmes qui consacrent toute leur énergie à la survie de leur famille et ne disposent ni de protections périodiques ni de produits d'hygiène. C'est inconcevable ! Je ne peux que me sentir concernée, en toute sororité !

Magali

Je suis étudiante en sociologie et très consciente des inégalités dans notre société. En sociologie, on observe et on analyse, mais j'avais besoin d'agir. Cette première action de Plurielles contre la précarité menstruelle me tient particulièrement à cœur.

Lys

Nous vivons dans une société de plus en plus égoïste, injuste et violente. Les plus fragiles sont les plus touchés. Agir concrètement, à mon niveau, dans l'association Plurielles, donne du sens à mes valeurs.

Jean-François

Pour en savoir plus et faire un don :



Exilées et engagées

Conçu pour et avec des défenseuses des droits humains en exil, le projet « Femmes exilées engagées » de la FEP, nouveau volet des Couloirs humanitaires, invite à changer de regard sur leurs parcours et la place qu'elles occupent déjà dans nos sociétés.

Les personnes en exil sont souvent présentées à l'aune de ce qui leur a été arraché : des proches, un foyer, un pays auquel elles appartenaient. Ces ruptures existent, trop souvent aggravées par les violences subies sur les routes de l'exil. Elles imposent de défendre sans relâche l'accès à une protection et un accueil dignes. Mais elles ne disent pas tout.

L'exil n'efface ni les savoirs ni les talents. Beaucoup de personnes exilées mobilisent des trésors d'énergie pour trouver une place dans leur société d'accueil et mettre leurs compétences au service des autres. Cette capacité d'agir reste insuffisamment reconnue. Les récits de l'exil se focalisent volontiers sur les besoins des personnes accueillies plutôt que sur leur contribution à la vie sociale, culturelle et démocratique de nos sociétés.

Trop souvent regardées à travers le prisme de la vulnérabilité, les femmes en exil sont particulièrement concernées par cette invisibilisation. Pourtant, nombreuses sont celles qui s'engagent, entreprennent et œuvrent au service du collectif. Parmi elles figurent des journalistes, des avocates, des responsables associatives ou des artistes que leurs prises de position ont contraintes à quitter leur pays.

C'est de ce déplacement du regard qu'est né le projet « Femmes exilées engagées ». Conçu à partir des recommandations de défenseuses des droits réfugiées en France, il repose sur la conviction que l'accueil ne peut se réduire à la protection, et contribue à reconnaître les compétences des personnes accueillies afin qu'elles puissent continuer à agir au sein de la société.

Cette ambition entre aujourd'hui dans une phase très concrète. La FEP et la FPF¹ ont signé un protocole avec les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères pour l'accueil de trente défenseuses des droits humains par an, pendant trois ans. Grâce aux Couloirs humanitaires, elles seront accueillies en France et accompagnées par des collectifs citoyens et associations membres de la FEP. Elles bénéficieront d'un programme de formation développé avec La Ruche, Aide humanitaire et journalisme (AHJ), et Synergies migrations² pour poursuivre leurs engagements.

À l'heure où les défenseuses des droits et les libertés fondamentales sont menacées dans de nombreux pays, offrir à ces femmes la possibilité de s'engager dans la société est une manière concrète de soutenir les dynamiques démocratiques auxquelles elles contribuent. Pour rendre ces accueils possibles, la FEP cherche de nouvelles personnes pour s'engager au sein de collectifs citoyens en Île-de-France et sur l'ensemble du territoire.

Pour en savoir plus, contactez Claire Toutlemonde, cheffe de projet Couloirs humanitaires :

claire.toutlemonde@fep.asso.fr

Leurs voix au cœur du projet

Parasto Hakim, fondatrice de Secret Schools, Afghanistan

Depuis cinq ans, Parasto dirige un réseau de 35 écoles clandestines et 10 centres de formation qui permettent à plus de 1 800 filles et femmes afghanes d'accéder à l'éducation et à l'autonomie malgré les interdictions imposées par les talibans. Elle a activement participé à l'élaboration du projet « Femmes exilées engagées » par ses recommandations.

« En nous soutenant, vous nous aidez à offrir à ces filles et à ces femmes quelque chose de plus grand que l'éducation. Vous nous aidez à leur donner de l'espoir. Nous nous engageons à leur faire découvrir une vie où elles ne seront pas définies par leur genre. Une vie où elles ne seront pas appelées victimes. Une vie où elles pourront se défendre, continuer leurs études, éviter les mariages forcés et, un jour, changer la vie des autres. »

La soirée du lancement du projet « Femmes exilées engagées » a donné toute leur place aux femmes qui ont contribué à son élaboration. Leurs prises de parole sont disponibles dans une captation sur le site de la FEP.



¹ Fédération protestante de France.

² La Ruche est un incubateur d'entrepreneuriat social ; Aide humanitaire et journalisme, une association spécialisée dans le soutien aux journalistes et défenseuses des droits en exil ; Synergies migrations un centre de recherche-action sur les migrations.

Prix Charles Gide 2026 : quinze initiatives réinventent la solidarité

À Paris, la Fédération de l'Entraide Protestante a distingué quinze projets associatifs remarquables lors de la cinquième édition du Prix Charles Gide. Au-delà des aides financières accordées, cette distinction met en lumière une conviction forte : l'innovation sociale naît souvent au plus près des fragilités.

À l'occasion de ses Journées nationales, la FEP a mis à l'honneur quinze associations et fondations parmi près de quarante candidatures. Une reconnaissance accompagnée d'un soutien financier, mais qui souligne surtout l'engagement quotidien des acteurs protestants auprès des personnes les plus vulnérables. Gilles Camincher, président du jury, Isabelle Richard, présidente de la FEP, et Hélène Beck, trésorière, ont salué la qualité des projets examinés par les quinze membres du jury.

Pour sa cinquième édition, le Prix Charles Gide était doté de 100 000 euros grâce au soutien des mécènes et participants du Dîner des protestants, organisé par le cercle Charles Gide et la Fédération protestante de France. Les projets retenus ont illustré la diversité des réponses apportées aux grands défis sociétaux : précarité alimentaire, isolement, santé mentale, inclusion des personnes en situation de handicap ou accès à la culture.

La solidarité se réinvente

Face à l'augmentation des besoins sociaux, plusieurs lauréats ont développé des réponses innovantes. À Bordeaux, l'épicerie solidaire des Capucins a été récompensée pour la transformation de son dispositif d'aide alimentaire. À Grenoble, EPISOL prépare l'extension de son épicerie solidaire afin de répondre à une demande croissante.

D'autres initiatives misent sur le lien social. À Rouen, un jardin partagé réunit des usagers de tous horizons. À Paris, les Amis de la maison verte développent des activités intergénérationnelles pour lutter contre l'isolement des personnes âgées. À Trappes, la Mission populaire favorise les échanges et renforce les liens avec la fraternité de Saint-Nazaire. Tous ces projets ont en commun de dépasser la seule logique d'assistance pour redonner aux personnes accompagnées une place et un pouvoir d'agir.

Santé mentale et inclusion au cœur des projets

La santé mentale figure parmi les autres thématiques représentées cette année. Le centre Martin-Luther-King de Nîmes a été distingué pour son accompagnement des étudiants, tandis que la Fondation de l'Armée du Salut à Thiais propose de déconstruire les préjugés sur la santé mentale grâce des actions artistiques participatives, accessibles et ouvertes à tous.

L'inclusion constitue également un axe majeur. La Fondation des Amis de l'Atelier développe des activités adaptées aux enfants atteints de troubles du spectre autistique. À Redessan, l'association Coste crée un espace culturel partagé équipé d'une bibliothèque inclusive. À Osny, un espace multisport inclusif rend accessibles à tous le sport et le plaisir de l'exercice. L'Entraide de Montélimar-Le Teil développe un accueil santé destiné aux personnes les plus éloignées du système de soins.

Une diversité porteuse d'innovation

Dans le prolongement du thème du Dîner des protestants, « Protestants, unité et diversité au cœur de la République », les projets ont été évalués selon leur utilité sociale, la participation des bénéficiaires, leur durabilité, leur viabilité économique et leur capacité à être reproduits.

Avec trente-huit lettres d'intention reçues, vingt projets présélectionnés, puis quinze lauréats, cette édition témoigne du dynamisme de la FEP qui fédère aujourd'hui trois cent quatre-vingts associations et fondations représentant près d'un millier d'établissements. Au-delà des récompenses, le Prix Charles Gide rappelle que la solidarité demeure un puissant moteur de transformation sociale.

Anne-Lise Fontan, déléguée à la communication à la FEP



Le Prix Charles Gide a récompensé, pour sa cinquième édition, quinze projets remarquables au service des plus vulnérables.

Leur parole nous éclaire

Le savoir expérientiel est une richesse

Je m'appelle Diodio Métro, j'ai quarante-six ans et je suis cheffe de service éducatif dans un foyer parisien accueillant des mineurs étrangers non accompagnés. Je me définis avant tout comme la somme de rencontres, de liens et de personnes qui ont cru en moi à différents moments de ma vie.

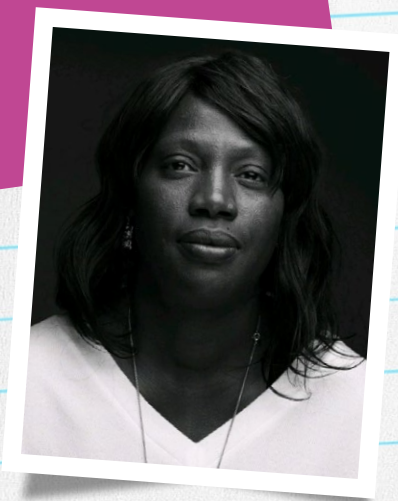
Je suis arrivée à l'âge de six ans en France, où j'ai été accueillie chez ma tante. Mon parcours migratoire est né du souhait de mon grand-père, convaincu que l'avenir des filles passait par l'éducation, les études et l'autonomie. Comme j'avais grandi auprès de mes grands-parents depuis l'âge de deux ans, cette séparation a été particulièrement difficile pour moi.

En France, la réalité a été bien différente de celle imaginée. Très jeune, j'ai dû assumer de nombreuses tâches et responsabilités au sein du foyer tout en poursuivant ma scolarité. Les conditions de vie étaient difficiles et marquées par des violences qui ont profondément bouleversé mon enfance.

En sixième, une professeure principale a remarqué mon épuisement en classe. Sans même que j'aie besoin de raconter ce que je vivais, elle et le proviseur ont cherché des solutions pour me permettre de poursuivre ma scolarité dans de meilleures conditions. Ce regard bienveillant a été une étape importante dans mon parcours.

Au lycée, alors qu'un mariage forcé m'était imposé, j'ai refusé de me soumettre ; je me suis enfermée dans une salle de bains avant de fuir par la fenêtre. Cet événement a conduit à l'intervention de la protection de l'enfance. A commencé alors une période d'instabilité et de grande précarité : sans papiers, sans véritable point d'ancrage, j'ai dû engager des démarches pour faire reconnaître ma situation tout en continuant mes études.

Malgré ces difficultés, j'ai obtenu un BEP carrières sanitaires et sociales ainsi qu'un CAP petite enfance. Lorsque je suis entrée en bac



technologique, l'association Espérer 95 m'a aidée à accéder à un studio. J'ai rencontré Véronique, psychologue de l'association, devenue une figure essentielle dans ma vie. Véronique, qui connaissait une association promouvant des liens de solidarité entre la ville de Caen et le Sénégal, a fait en sorte de récupérer mes papiers administratifs. Mon proviseur m'a également accompagnée jusqu'aux épreuves du baccalauréat afin de s'assurer que je puisse les passer sereinement. Ces soutiens ont profondément façonné mon engagement.

Lorsque j'ai été prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance, j'avais presque dix-huit ans.

J'ai ensuite vécu en foyer de jeunes travailleurs avant de construire progressivement mon parcours professionnel. J'ai travaillé auprès d'adultes en situation de handicap puis d'enfants victimes de violences sexuelles. Je me suis formée comme monitrice-éducatrice puis éducatrice spécialisée, avant de devenir cheffe de service dans plusieurs structures et responsable d'un pôle formation dans une école de travail social.

Aujourd'hui, je poursuis cet engagement auprès des jeunes en situation de grande vulnérabilité. Présidente de l'ADEPAPE¹ 95 du Val-d'Oise depuis 2019, j'ai également été auditionnée à l'Assemblée nationale sur les questions liées à la sortie de l'Aide sociale à l'enfance.

Je suis convaincue que le savoir expérientiel est une richesse essentielle. Traverser des épreuves peut aussi permettre de développer des ressources pour accompagner les autres. Il est important de rappeler aux jeunes qu'il est possible de construire un avenir, même lorsque leur parcours leur semble fermé, et aux professionnels combien le lien humain, la confiance et la juste proximité peuvent transformer une trajectoire de vie.

Propos recueillis par **Brigitte Martin**

¹ Les ADEPAPE sont les associations départementales d'entraide des personnes accueillies en protection de l'enfance.



« La fin du chemin », Michel Delpech

« *L'homme... disait le poète et roi hébreu David, sa vie ressemble à l'herbe, à une fleur des champs : la voici qui fleurit ! Qu'un vent souffle dessus, la voilà disparue¹ !* »

En octobre 2014, en vieux complices de toujours, Claude Morgan et Pierre Delanoë composent et écrivent pour Michel Delpech cette ultime chanson en forme de testament : « La fin du chemin ». Le texte évoque son départ vers la patrie céleste.

Malgré les traitements médicaux lourds, l'élocution du chanteur est claire, posée, sublimée par une orchestration mêlant nappes de cordes et cuivres épurés. Avec cette ballade aérienne, interprétée pour le livre *Dolly Bibble et la plus belle histoire du monde*, la première bible musicale pour enfants², l'artiste aux multiples succès revient sur le devant de la scène.

Confronté à un cancer de la gorge qui finira par le vaincre, Michel Delpech avait fait son *coming out* spirituel et relaté sa conversion et son rapport à la foi dans plusieurs livres³. L'interprète de « Chez Laurette » cultivait une vraie passion pour la

théologie chrétienne. Devenu grand admirateur de Jésus à la suite d'un séjour à Jérusalem, une quarantaine d'années plus tôt, Michel Delpech avait discrètement approfondi sa foi par des rencontres, des expériences et de nombreuses lectures.

« *Je me sens un faible chrétien* », avouait avec humilité cet artiste attachant, lecteur passionné de saint Augustin, que sa foi a porté jusqu'à ses derniers instants : « *Dieu ne nous envoie pas d'épreuves, mais quand elles surviennent, il les traverse avec nous.* »

« La fin du chemin » évoque l'espérance d'un joyeux au-delà : « *Voici la fin de mon chemin sur terre. Je suis à toi, accueille-moi, mon Père ! Voici mon âme, séchez vos larmes, mes frères ! Je m'en vais là où brille la lumière. [...] La vérité, l'éternité commencent.* »

Denis Rabier,

chroniqueur musical sur Omega Media



Michel Delpech,
« La fin du chemin »

¹ Psaume 103.15-16.

² Le livre est accompagné d'un CD interactif (ou en version appli Apple/Android) contenant douze chansons originales, sur des musiques de Claude Morgan et des textes de Pierre Delanoë. Un joli projet collaboratif sur lequel on retrouve aussi Natasha St-Pier, Philippe Lavil, Smaïn, Amaury Vassili ou encore Hugues Aufray. Dolly TCV, 2015.

³ *La jeunesse passe trop lentement* (Plon, 2011), *J'ai osé Dieu* (Presses de la Renaissance, 2013) et *Vivre* (Plon, 2015).



Baguette & Marmelade, le bilinguisme comme horizon culturel

En France, des générations d'enfants ont appris à lire grâce à *J'aime Lire*. C'est dans un format un peu similaire qu'est paru le magazine *Baguette & Marmelade* en 2020, créé par Dominique Fritsch entre l'Alsace et le Bade-Wurtemberg.

Le pari de cette revue bi-annuelle est d'être justement franco-allemande et bilingue. Elle s'adresse à tous les enfants, qu'ils soient eux-mêmes issus de familles bilingues ou non. Ainsi, les petits Français pourront lire une bonne moitié de la revue en français et s'amuser à découvrir l'autre moitié en allemand, avec l'aide notamment d'un lexique et de jeux linguistiques, et les petits Allemands inversement.

La part belle est faite aux auteurs jeunesse des deux bords du Rhin et chaque numéro ressemble

à une petite œuvre d'art. Évidemment, les enseignants de primaire et de collège peuvent s'en emparer comme d'un outil pédagogique original.

Surtout, ce magazine répond avec brio aux objectifs lancés par le traité de l'Élysée de 1963, à savoir rapprocher Allemands et Français, notamment par la langue et la culture. Plus de soixante ans plus tard, il est temps que les deux peuples aient leurs références communes, en plus des nombreux jumelages, des échanges scolaires et d'une chaîne de télévision, ARTE, ou encore du concours musical de l'école du Flow.

Alors, en attendant que les initiatives se multiplient, car il y a de quoi faire, on vous souhaite une bonne lecture de *Baguette & Marmelade* ! *Viel Spaß beim Lesen!* Et vive l'amitié franco-allemande ! *Es lebe die deutsch-französische Freundschaft!*



Odilon Semprey, professeur d'allemand en collège et école primaire en Franche-Comté

Denise Brigou

Denise Brigou, élevée au rang de chevalier du Mérite, officière de l'Armée du Salut pendant trente-trois ans, a consacré sa vie aux plus démunis. Et ce n'est pas fini...

Les cheveux blancs depuis longtemps, le regard pétillant, la passion intacte, Denise Brigou a eu une vie trépidante au service de Dieu et des plus nécessiteux. À l'évocation de la retraite, elle coupe court : « *La retraite c'est comme les vacances, pour moi, ça n'existe pas.* » Le décor est planté.

Denise Brigou grandit à Kinshasa, son beau-père est un riche diamantaire. La fillette se révèle très sensible à l'injustice. Quand ses parents divorcent, Denise connaît la pauvreté soudaine, les huis-siers... En France, elle s'engage dans un syndicat lycéen ; en 68, elle est sur les barricades, fricote avec les communistes. À l'université, elle milite pour plus de justice, mais éprouve un grand vide intérieur et part à l'aventure, jusqu'en Inde.

En 1974, de retour à Paris, elle n'a ni domicile ni argent et dort dans les gares. Elle trouve un emploi et, sur les conseils d'un SDF, se présente à l'Armée du Salut. Dans les couloirs du Palais de la femme, où elle est hébergée, des messages qu'elle juge loufoques : « *Dieu t'aime* », « *Jésus te cherche* ». Elle feuillette une bible trouvée dans sa chambre¹, « *des textes imbuables* », mais quand une officière lui confie que Jésus a changé sa vie, elle est curieuse et décide d'assister à un culte. Là, une médecin témoigne : elle connaît Jésus depuis trente ans et il ne l'a jamais déçue. « *Je me suis dit : "Quand même, un médecin, c'est intelligent !"* » De retour dans sa chambre, Denise interpelle Dieu. Elle aussi veut trouver un sens à son existence. Jésus l'invite : « *Demandez et vous recevrez ; [...] frappez, et l'on vous ouvrira*². » Elle lui confie sa vie et reste dix ans au Palais de la femme, employée à diverses fonctions, avant d'entrer à l'école militaire de l'Armée du Salut.

Son premier poste est à Ménilmontant. En janvier 1985, une vague de froid exceptionnelle fait plusieurs morts dans la rue. La lieutenant Brigou obtient du maire du XI^e arrondissement un petit local où elle distribue des vêtements chauds. Des centaines de SDF affluent. « *Un des gars était cuistot, on a fait de la soupe, puis le petit*



déjeuner, et le repas du midi. Je les impliquais : ils recevaient toujours, c'était humiliant, je voulais leur permettre de donner aussi. » Quand elle apprend que les SDF n'ont pas de carte d'identité faute d'adresse, Denise Brigou les domicilie à son poste, « *ça ne se faisait pas, j'étais souvent hors la loi*³ ».

Le mercredi soir, l'officière organise des réunions de prière. Ils sont très nombreux à rester. Soupe, savon, salut⁴, elle valide : « *Le gars qui a faim, donne-lui d'abord à manger, après on voit le reste.* » Mais « le reste » est important car « *à l'intérieur, ils sont terriblement blessés, et il n'y a que Dieu qui peut s'en occuper, on n'est pas les sauveurs du monde* ».

Quand les subventions cessent, Denise Brigou refuse de fermer. Mais, dans les années 1990, le local doit être détruit et elle « déménage » dans ce qui deviendra la Maison du partage dans le XIX^e. La bâtisse est dans un piteux état mais très grande. On y aménage une cuisine, un restaurant, des sanitaires, un bureau pour la domiciliation... Hélas, cinq ans plus tard, Denise Brigou doit quitter les lieux : elle n'a pas le diplôme requis pour diriger la maison. Le coup est rude. Sur la touche pendant un an, elle pressent que sa popularité⁵ n'a pas plu. Et concède qu'elle a souvent fait cavalier seul.

Denise Brigou reprend du service auprès des SDF dans les sous-sols du Palais de la femme puis dans le XIV^e, où elle met en place une distribution alimentaire en partenariat avec des supermarchés⁶. Mais, quand elle refuse de partir à Nice, elle est mise à la retraite.

Elle ne rend ni son uniforme ni son tablier, fonde sa propre association⁷ et reprend les distributions : « *Les SDF sont des diamants bruts. Un diamant, ça ressemble à une pierre ordinaire, mais quand vous taillez, il se révèle précieux. Les SDF, ce sont mes diamants.* »

Brigitte Martin

¹ L'association internationale des Gédéons distribue gratuitement des Nouveaux Testaments notamment dans les hôtels, les prisons, les maisons de retraite, les hôpitaux... pour faire connaître la Bible.

² « *Demandez et vous recevrez ; cherchez et vous trouverez ; frappez et l'on vous ouvrira la porte* », Matthieu 7.7.

³ Cinq ans plus tard, alors que les domiciliations vont être légalisées, le sous-préfet lui accorde : « *C'est vous qui aviez raison.* »

⁴ « Soupe, savon, salut » est la devise de l'Armée du Salut, fondée en 1865 par le méthodiste William Booth.

⁵ Denise Brigou a été invitée sur de nombreux plateaux de télévision et à la radio à la fin des années 1980 à l'occasion de la sortie de son premier livre, *Soupes de nuit* (Paris, Belfond, 1988).

⁶ Quinze supermarchés acceptent de donner à Denise Brigou leurs invendus de fruits et légumes, un concept innovant pour l'époque.

⁷ Ensemble, un cœur. Contact 06 29 76 44 27.